

PRE

Zbigniew Brzezinski. Stratège de l'empire

Justin Vaïsse

Paris, Odile Jacob, 2015, 424 pages

Ce livre procède d'une thèse d'habilitation à diriger des recherches et se présente comme un modèle de biographie politique. L'auteur a eu la bonne fortune de rencontrer Zbigniew Brzezinski à l'époque où il était directeur de recherche à la Brookings Institution de Washington, de 2007 à 2013. Les relations étroites qu'il a nouées avec lui et la possibilité d'accéder à ses archives personnelles l'ont incité à concrétiser son projet : mettre en évidence le rôle des personnalités universitaires qui ont incarné le renouvellement intellectuel, sociologique et politique de la diplomatie américaine pendant la guerre froide, et supplanté dans une certaine mesure les membres de l'*establishment* traditionnel.

Dans cette nouvelle élite, Henry Kissinger avait retenu l'attention par ses travaux sur les stratégies nucléaires dans le cadre du Center for International Affairs de Harvard, avant de devenir conseiller pour les affaires de sécurité de Richard Nixon, puis secrétaire d'État dans l'administration Ford. Son collègue Brzezinski, fils d'émigrés polonais, s'était imposé de son côté comme un analyste rigoureux du système soviétique, et se souciait également de peser sur les décisions de son pays d'adoption, notamment dans le domaine des relations Est-Ouest. Ainsi plaidera-t-il avec constance en faveur d'une « politique d'engagement pacifique » dont l'objectif était de créer les conditions d'un relâchement du contrôle de l'URSS sur les pays satellites et de favoriser ainsi leur émancipation à terme.

Mais Brzezinski ne s'est pas cantonné dans la défense d'une politique tendant à la libération des nations captives d'Europe centrale et orientale. Tout au long de sa carrière, il a nourri des ambitions plus vastes, et s'est attaché à l'élaboration d'une stratégie globale dont la visée était la préservation de la position dominante des États-Unis sur « le grand échiquier » du monde. À cet égard, le titre de « stratège de l'empire » que lui attribue Justin Vaïsse est parfaitement justifié. Il reste à se demander si Brzezinski a su faire prévaloir ses vues auprès des décideurs dont il était proche, et si sa vision d'un ordre mondial placé sous le double signe d'un « humanisme planétaire » et du « réalisme de la puissance » se reflète dans la politique menée par le président Carter à l'époque où il était son conseiller pour les affaires de sécurité.

Pour répondre à ces questions, le livre de Justin Vaïsse est une source d'informations irremplaçable. L'auteur retrace avec minutie le parcours universitaire et politique de Brzezinski, et brosse de lui un portrait qui éclaire les multiples aspects de sa personnalité. Ainsi, son anticommunisme plonge ses racines dans le souvenir des épreuves subies par sa patrie pendant la Seconde Guerre mondiale, et ne pouvait que se perpétuer après l'assujettissement de la Pologne au pouvoir soviétique. Toutefois, ses préventions contre l'URSS et son appartenance au camp des « faucons » selon la terminologie de l'époque, ne l'ont pas détourné d'une approche pragmatique, dès lors qu'il s'agissait de pratiquer la coexistence pacifique avec l'adversaire idéologique et d'exploiter les ressources de la diplomatie pour mettre un terme à la guerre froide.

Enfin, Justin Vaïsse s'attache à donner une vue d'ensemble des contributions scientifiques de Brzezinski à l'analyse des relations internationales, et décrit les fluctuations de ses engagements politiques, en mettant l'accent sur le rôle qu'il a joué dans l'élaboration de la politique étrangère américaine. En conclusion il estime que le bilan de son action est positif, tout en prenant ses distances par rapport à certaines de ses initiatives et en ne dissimulant pas les controverses qu'elles ont suscitées dans les milieux intellectuels et politiques, aussi bien aux États-Unis que chez leurs alliés.

Si l'on se préoccupe de l'avenir des relations entre l'Europe et la Russie, on ne saurait ignorer les recommandations que Brzezinski formule dans son livre *Le Grand Échiquier* pour consolider «la victoire des États-Unis dans la guerre froide», et leur conférer une position dominante dans la zone eurasiatique, qualifiée jadis de «cœur du monde» par le géopoliticien Halford Mackinder. Il est clair que l'application d'un tel modèle ne serait pas de nature à faciliter la gestion de la crise ukrainienne et risquerait de compromettre l'instauration d'un nouvel ordre de sécurité sur le continent européen. C'est dire l'actualité du livre de Justin Vaïsse, dont on ne saurait trop recommander la lecture.

Jean Klein

Professeur émérite à l'université de Paris 1

La Russie entre peurs et défis
Jean Radvanyi et Marlène Laruelle
Paris, Armand Colin, 2016, 238 pages

La Russie sous Poutine
Jean-Jacques Marie
Paris, Payot, 2016, 336 pages

Comment Poutine change le monde
Jean-François Bouthors
Paris, François Bourin, 2016, 138 pages

Discourir sur la Russie est aisé : c'est même, depuis quelques années, une mode, tant le sujet se prête à toutes les digressions, tant il pose problème à un Occident qui a quelque peu perdu l'habitude de douter de soi. Dans la multitude de commentaires qu'ont engendrés la rémanence du pouvoir de Vladimir Poutine, la crise russo-ukrainienne, et le « retour » de la puissance russe en Syrie, il faut donc saluer les analyses exigeantes, celles qui se refusent aux facilités idéologiques, et tentent de saisir l'objet d'étude russe dans sa profondeur.

Au premier rang de ces analyses remarquables : *La Russie entre peurs et défis*. L'ouvrage de Jean Radvanyi et Marlène Laruelle se veut une approche de fond des problèmes russes, puisant à la fois dans les éléments à évolution lente – la géographie, les relations entre les éléments constitutifs de l'État russe, la démographie, certains caractères du fonctionnement économique russe... – et dans l'étude des bouleversements politiques et économiques de ces deux dernières décennies. Résultat : un tableau détaillé et contrasté d'un pays trop souvent considéré par les analystes pressés comme un bloc, fonctionnant au sifflet poutinien.

Radvanyi et Laruelle donnent ainsi un tableau passionnant d'une Russie éclatée entre ses immenses espaces, ravagée par les inégalités géographiques et sociales, terre de brassage des populations et terreau de multiples xénophobies, gouvernée par un pouvoir qui ne peut qu'osciller entre affirmation d'autorité et compromis, équilibre entre des forces sociales, économiques et politiques largement incontrôlées.

L'approche des problèmes économiques du pays, écartelé entre le besoin de modernisation, de redéploiement, la difficile gestion de crises successives (1998, 2008, 2014...), et l'obsession de la perte de contrôle de la part du *leadership* politique et économique est particulièrement éclairante. Tout comme est finement menée la description de ce que l'on voit trop vite en Occident comme « l'idéologie poutinienne » : en réalité, une synthèse en plusieurs phases, faite de réponses aux défis posés par l'effondrement soviétique et par les stratégies brouillonnes des États occidentaux, bricolage d'incantations à la puissance et de conservatisme de valeurs, improvisation contradictoire, par nature instable et fort peu idéologique...

Jean-Jacques Marie a le mérite de faire partir son ouvrage *La Russie sous Poutine* (et non, bien sûr, *la Russie de Poutine*, mirage pseudo analytique) d'un retour sur les traumatismes des années 1990, et d'inscrire l'affirmation du pouvoir de Vladimir Vladimirovitch dans la continuité de ces chocs, internes et externes : effondrement socio-économique, révolutions « de couleur » dans l'étranger proche, manœuvres d'un Occident sûr de soi et de la fin de la puissance russe.

L'intérêt central de cet ouvrage est néanmoins l'analyse très détaillée des réalités sociales de la nouvelle Russie. Syndicalisme largement héritier des traditions soviétiques et incapable de traduire les intérêts des salariés du pays, misère réelle des provinces loin des mirages moscovites, corruption généralisée, criminalité d'État... Le pouvoir de Vladimir Poutine existe certes comme représentation de l'État, mais il est de fait pris dans les rets d'une société déstructurée par 20 années d'anarchie et d'inégalités, et sans doute moins fort qu'il n'y paraît face aux redoutes criminelles privées et publiques.

Quant aux partis politiques, censés porter le développement démocratique, ils sont tout simplement inexistantes, réduits à d'évanescents projets électoraux, ou complètement inaudibles par la population : cas, par exemple, des « démocrates », dont la poignée survivante représente surtout l'héritage eltsinien, honni de la grande majorité des Russes. À cet égard, l'éclairage porté sur Navalnyi, incarnation pour l'Occident de la résistance anti-Poutine, d'une part par Radvanyi et Laruelle, de l'autre par Jean-Jacques Marie, retiendra l'attention. Navalnyi n'est décrit par les premiers que dans son rôle de contestataire des élections, quand Marie se réfère à des dimensions plus obscures : en particulier à son militantisme anti-caucasien et aux manifestations xénophobes auxquelles il a participé.

Autre intérêt de l'ouvrage de Jean-Jacques Marie : inscrire les crispations de la politique étrangère du régime dans leur contexte, celui des manœuvres occidentales, et en particulier américaines, de réduction, au sens propre du terme, de la puissance russe. L'auteur souligne cependant la fragilité de l'esprit national ranimé par Poutine, menacé de toutes parts par les difficultés internes – et en particulier économiques – du pays. Très informé, très détaillé, le livre de Jean-Jacques Marie dessine une Russie en désarroi – assez éloignée de l'image du pays « sûr de soi et dominateur » que voudrait donner le régime, et surtout très différente des fantasmes occidentaux sur le retour de la « menace russe ». On pourra contester quelques énoncés du diagnostic politique de Marie ; mais pas les éléments de sa riche description.

Avec Jean-François Bouthors, on se retrouve dans un autre type d'exercice, plus *mainstream* : une approche idéologique basée sur la détestation du personnage poutinien. Belle question pour les historiens futurs des mentalités politiques : comment a pu se construire en Occident l'image – ravageuse pour l'analyse – du diable Poutine : viril, autoritaire, tout-puissant, ayant prise efficace sur « le monde »... ? Le régime cherche certes à imposer cette image. Mais ce n'est pas la moindre faiblesse des commentateurs pressés que d'acheter cette fausse monnaie.

Moscou agirait donc ainsi parce qu'elle révère la force et parce qu'elle est forte. La thèse centrale de l'essai de Bouthors est que Poutine c'est le règne pervers de

la force. Diagnostic éminemment contestable au vu des études détaillées que l'on vient de parcourir. Et que cette perversité vient du personnage Poutine lui-même (obsession du KGB, de « l'espion Poutine », etc.) et de l'héritage du goulag. Poutine = KGB = Goulag = Russie. Rien, naturellement, sur l'évolution géopolitique du monde depuis 20 ans, rien sur les politiques occidentales, rien en réalité sur les éléments sociaux, politiques, géopolitiques, qui permettraient de comprendre les contradictions et les errances de cet immense pays. L'ouvrage se contente de reproduire une vision cavalière obsédée par le personnage de Poutine, déconnectée des réalités russes. La détestation de Vladimir Vladimirovitch ne peut pas tenir lieu d'analyse, et encore moins de politique.

Les travaux de Jean Radvanyi et Marielle Laruelle, et de Jean-Jacques Marie, montrent que les chercheurs de bonne volonté peuvent discuter sur les détails de l'analyse, mais que tout doit partir de la connaissance d'une réalité très composite, que nous avons, en Occident, fait peu d'efforts pour comprendre depuis le début des années 1990. Il est temps de délaisser les réactions épidermiques. La Russie est, qu'on le veuille ou non, un personnage rationnel de la scène internationale. Il s'agit de comprendre les déterminants et les grandes lignes de cette rationalité. Et cela est d'autant plus nécessaire qu'elle est moins proche de la nôtre : la dénonciation idéologique d'une réalité qu'on ne fait pas l'effort de comprendre est mauvaise conseillère.

Dominique David
Conseiller du président de l'Ifri

RELATIONS INTERNATIONALES

CONTESTING THE ARCTIC: POLITICS AND IMAGINARIES IN THE CIRCUMPOLAR NORTH

Philip E. Steinberg, Jeremy Tasch et Hannes Gerhardt
Londres, I.B.Tauris, 2015,
256 pages

Le titre de l'ouvrage résume assez bien le regain d'intérêt pour l'Arctique de la décennie écoulée, période durant laquelle une redécouverte de la dimension stratégique de la région s'est opérée du fait des conséquences du changement climatique. Cette attention renouvelée remonte symboliquement à 2007, année où le projet de ce livre a vu le jour, lorsqu'un drapeau russe a été déposé à la verticale du pôle Nord. La région n'est cependant pas une nouvelle venue sur la scène internationale, comme en témoignent la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide.

Le point de départ de l'ouvrage est la déclaration d'Ilulissat, signée en 2008 par les cinq États riverains de l'océan Arctique (Canada, Danemark, États-Unis, Norvège et Russie), et visant à réaffirmer la bonne gestion juridique de cet océan devenu depuis l'année précédente l'objet d'un intérêt grandissant. Ce document, bien qu'il n'apporte rien de nouveau sur le fond, est un acte majeur de la gouvernance arctique de cette décennie, aux côtés des quelques accords juridiquement contraignants signés au sein du Conseil de l'Arctique, forum de haut niveau réunissant entre autres les huit États arctiques (aux cinq précités viennent s'ajouter la Finlande, l'Islande et la Suède).

Dans ces accords conclus entre les huit États arctiques figure le sujet de la recherche et du sauvetage en mer. Les intérêts nationaux dans cette région sont confrontés, notamment en raison du climat arctique et de l'étendue de la zone, à la nécessité d'une coopération entre États face à de tels enjeux, du fait du développement de l'activité dans des secteurs comme le transport maritime.

L'ouvrage a le mérite d'attacher une attention particulière à un enjeu longtemps sous-estimé : le Groenland et les conséquences de son éventuelle indépendance. Un sous-chapitre est consacré à la dimension géopolitique d'un tel scénario qui, de par les spécificités du territoire, concerne en particulier les États-Unis et l'OTAN.

L'intérêt de la Chine pour la région arctique ne pouvant être éludé, celui-ci est mis en valeur au début du chapitre consacré aux ressources par une illustration de la base scientifique chinoise au Svalbard, symbolisant la présence de l'empire du Milieu au cœur de cette nouvelle frontière des relations internationales que constitue l'Arctique.

Le dilemme arctique, entre développement économique et enjeux environnementaux, apparaît logiquement dans cet ouvrage, qui souligne par ailleurs le contraste entre les objectifs de certaines organisations non-gouvernementales et les intérêts des habitants de la région.

Le livre se termine en revenant sur l'enjeu géopolitique de l'Arctique, qui n'est pas nouveau et se rappelle à nous lors de tensions Est-Ouest. Ces dernières années, l'intérêt pour la région s'est globalisé, comme en témoigne notamment l'augmentation du nombre d'observateurs permanents au Conseil

de l'Arctique. L'avenir de l'Arctique sera affaire d'équilibre entre les différents protagonistes de ce théâtre international, afin d'éviter un éventuel conflit dans la zone.

Damien Degeorges

RUSSIA IN THE ARCTIC: HARD OR SOFT POWER ?

Alexander Sergunin, Valery Konyshchev
Stuttgart, Ibidem Press, 2015,
160 pages

La posture et la stratégie de la Russie dans l'Arctique restent des sujets d'interrogation, voire d'inquiétude, dans la mesure où celle-ci ne cesse d'envoyer des signaux contrastés : drapeau en titane planté en 2007 sous le pôle, au fond de l'océan Arctique ; reprise des patrouilles navales ou de bombardiers stratégiques ; décision de réhabiliter certaines bases de l'époque soviétique et de développer des unités spécialisées dans le combat en zone arctique. Tout ceci dans un contexte marqué, depuis le déclenchement de la crise ukrainienne, par l'augmentation des tensions avec l'OTAN.

Alexander Sergunin et Valery Konyshchev ne méconnaissent pas cette difficulté et offrent un tour d'horizon très complet et détaillé des problématiques arctiques de la Russie et de la manière dont elle les aborde. Ils cherchent à démontrer que sa politique arctique évolue vers une approche plus responsable et *soft*, ce qui n'exclut pas qu'elle demeure sur certains dossiers, plus agressive et *hard*.

La Russie a en effet les mêmes impératifs et les mêmes difficultés que les

autres pays riverains de l'Arctique. Elle doit mettre en valeur un territoire immense, encore difficilement accessible et hostile, en tenant compte des enjeux environnementaux. Elle revendique une extension de sa ZEE et doit encore trouver des accords pour la délimitation de ses frontières maritimes. Elle doit gérer l'irruption d'un nombre croissant d'acteurs dans cette région, notamment *via* le tourisme ou le transport maritime, ainsi que les problèmes qui en découlent, comme la recherche et le sauvetage en mer. Elle souhaite pouvoir exploiter la route du nord-est que, à l'instar du Canada s'agissant de celle du nord-ouest, elle considère comme une eau intérieure dont l'accès doit être contrôlé, ce qui constitue une source de friction.

Elle doit aussi défendre ses intérêts, asseoir sa souveraineté et se protéger contre les menaces qu'elle anticipe à la faveur de l'ouverture plus grande de cet espace. Pour cela – comme les autres états arctiques – elle renforce son outil militaire. Toutefois, même si le Grand Nord demeure d'une importance stratégique pour la Russie puisque c'est là qu'est basée la composante maritime de sa dissuasion, elle n'anticipe plus de conflit majeur dans cette région. N'ayant pas d'alliés dans l'Arctique, toute la question est de savoir comment elle interprète ce qu'elle considère comme une militarisation de la région par les États-Unis et l'OTAN, qui auraient tendance à apprécier le renforcement russe dans l'Arctique à l'aune des tensions nées depuis 2014 et à en exagérer la portée.

Nos deux auteurs veulent combattre les stéréotypes, bien conscients que le jeu russe depuis 2014 est perçu négativement. Ils démontrent que, pour répondre à ces défis, la Russie privilégie la coopération internationale,

qui devient essentielle, et le règlement pacifique des différends, dans le cadre des instances juridiques internationales. Mais cela n'exclut pas qu'elle défende ses intérêts et réagisse à ce qu'elle perçoit comme une menace.

Finalement, la Russie résume à elle seule le paradoxe de l'Arctique. Alors qu'il faudrait donner la priorité au développement et à la coopération, les États investissent d'abord dans les moyens militaires pour des raisons de sécurité et de souveraineté. Si tous mettent en avant la résolution pacifique des conflits, il n'en demeure pas moins que la manière dont tous ces acteurs se perçoivent et coopèrent entre eux est la clé du développement pacifique de cette région.

Frédéric Pesme

DANS LES SECRETS DE LA DIPLOMATIE VATICANE

Constance Colonna-Cesari
Paris, Seuil, 2016, 400 pages

Voici une chronique du retour du Saint-Siège à l'avant-scène des relations internationales sous l'égide du pape François, et une analyse approfondie des dossiers auxquels est confronté le gouvernement de l'Église dans la conduite de ses relations extérieures. Ces deux dimensions sont suivies en parallèle, avec un rappel général de ce qu'est le Saint-Siège, une biographie synthétique du pape François, une description de son élection et de ses premières actions. Puis l'ouvrage déroule les multiples questions internationales, souvent régionales, sur lesquelles le Saint-Siège travaille : Cuba, l'Ukraine, l'Europe, le Proche-Orient, l'Asie, les Amériques, l'Afrique et l'Asie.

Au fil du livre, Constance Colonna-Cesari réussit le singulier défi de rendre compte de la spécificité du Saint-Siège, et de ses très nombreux moyens d'action, directs ou indirects. Outre la Secrétairerie d'État et différentes congrégations (Évangélisation des Peuples, Justice et Paix), le souverain pontife peut s'appuyer sur l'ensemble des structures de l'Église, les Églises nationales, les différents ordres et organisations religieux (Franciscains, Jésuites, Opus Dei, Sant'Egidio, Chevaliers de Colomb). Tous ces acteurs, qui s'appuient eux-mêmes sur des personnes le plus souvent très formées, constituent un réseau international de premier plan, au service du successeur de Pierre.

L'omniprésence des « capteurs » de la diplomatie vaticane lui permet de percevoir un grand nombre de signaux faibles, dont le recoupement donne naissance à une image très précise du monde et de ses problématiques. Cette force dans l'information fait que de nombreux États, au premier rang desquels les États-Unis, prêtent une très grande attention à l'activité diplomatique de l'Église. Cette attention est soulignée par le nombre de câbles du département d'État qui évoquent, partout dans le monde, les activités et prises de position du Siège apostolique. Comme le souligne l'auteur, en s'appuyant sur les révélations de Wikileaks, les diplomates américains se font un devoir de rapporter fidèlement à Washington la moindre action de relations internationales issue du monde catholique.

Constance Colonna-Cesari analyse aussi les ruptures et continuités diplomatiques entre les trois règnes de Jean-Paul II, Benoît XVI et François. Le plus souvent, elle discerne une rupture dans les actions entreprises ou laissées

à l'abandon pendant le pontificat de Benoît XVI. Cette rupture aurait cessé avec l'avènement de François, le « pape du bout du monde », qui reviendrait à l'œcuménisme et à la grande diplomatie qui avaient caractérisée le long pontificat de Jean-Paul II. À cet égard, l'analyse de relations internationales est en contraste avec l'analyse théologique des trois pontificats. De fait, théologiquement et pastoralement, François est en nette rupture avec le bloc dogmatique que constituent les règnes de ses deux prédécesseurs.

C'est un tour d'horizon très informatif. Les quelques rares erreurs factuelles n'affectent pas la qualité générale de l'ouvrage.

Raphaël Mc Feat

LA GÉOPOLITIQUE DES SÉRIES OU LE TRIOMPHE DE LA PEUR

Dominique Moïsi
Paris, Stock, 2016, 198 pages

OTHERWORLDLY POLITICS. THE INTERNATIONAL RELATIONS OF STAR TREK, GAME OF THRONES, AND BATTLESTAR GALACTICA

Stephen Benedict Dyson
Baltimore, John Hopkins Press,
2015, 176 pages

Hier parent pauvre du genre noble qu'est le cinéma, les séries télévisées, produites à grand budget aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Danemark, en France ou en Israël, sont aujourd'hui un genre à part entière qui connaît un immense succès public. Divertissement en apparence frivole, elles n'en sont pas moins un miroir tendu à notre

monde, et porteuses de valeurs universelles. Aussi font-elles l'objet d'études savantes de médiologues, de sociologues ou de psychanalystes. Les internationalistes ne pouvant être en reste, le nouveau directeur de l'IRSEM, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, dirige aux PUF une collection qui leur est dédiée et dont il a signé le titre consacré à *24 Heures Chrono*.

Dominique Moïsi cherche à comprendre ce que les séries télévisées nous disent de notre époque. Il y retrouve ce même cocktail de peur, d'humiliation et d'espoir qu'il avait identifié dans sa *Géopolitique des émotions* (Fayard, 2008). Ces séries – dont il confesse avec une sincérité désarmante le pouvoir addictif – diffèrent de celles de la génération précédente. Depuis le 11-Septembre dit-il, la peur triomphe. L'Amérique a perdu sa confiance en elle. Le temps n'est plus où les séries américaines manichéennes et optimistes voyaient la vertu défaire le vice et le Bien triompher du Mal.

Il teste cette grille de lecture sur cinq séries qu'il présente comme « un résumé des peurs du monde ». *Game of Thrones*, la plus célèbre, témoigne de la peur du chaos et du retour de la barbarie. *House of Cards* illustre la crise de la démocratie – et contraste significativement avec l'optimisme affiché par *West Wing* 15 ans plus tôt. *Homeland* évoque la peur du terrorisme et de l'ennemi intérieur – même si ses dernières saisons véhiculent un message plus moraliste que *Game of Thrones* ou *House of Cards*. *Downton Abbey* a pour fil directeur la nostalgie d'un ordre en décomposition. Enfin *Occupied*, récemment diffusée par Canal Plus, est une série norvégienne qui traite de la peur du puissant voisin qui veut nous envahir.

La démarche de Stephen Benedict Dyson est symétrique. Ce jeune professeur de science politique à l'université du Connecticut ne cherche pas, comme Dominique Moïsi, à comprendre le monde à travers ses séries. Son objectif est plus ludique mais pas moins sérieux : il s'emploie, avec un brio admirable, à écrire un traité de relations internationales illustré par les séries. Ainsi éclairées, les théories les plus abstraites acquièrent la force de l'évidence. Le libéralisme et le réalisme sont étudiés au prisme des démêlés des Stark et des Lannister dans *Game of Thrones*. Le néoréalisme d'un Kenneth Waltz est illustré par un épisode de *Star Trek*. La crise des missiles est expliquée à travers *Battlestar Galactica*.

Les séries télévisées ne sont pas divertissement d'ilôtes. Fait culturel global, dont la qualité concurrence voire dépasse celle des œuvres de cinéma, elles sont autant de clés de compréhension du monde qui méritent notre intérêt.

Yves Gounin

LES BŪCHERS DE LA LIBERTÉ

Anastasia Colosimo

Paris, Stock, 2016, 232 pages

L'attentat du 7 janvier 2015 contre *Charlie Hebdo* et les manifestations du 11 janvier ont mis face à face deux conceptions du blasphème. En apparence, la question posée est celle du respect dû à la religion, sa caricature étant pour les uns une marque d'irrespect condamnable et pour les autres l'expression d'une liberté irréductible. Mais la question est plus vaste. Le blasphémateur remet en cause l'ordre établi : en s'attaquant à Dieu,

il s'attaque aussi au Prince. Comme l'écrit Anastasia Colosimo, «le blasphème nous parle de la relation intime qui lie le politique et le religieux, et cela, non seulement au Proche et Moyen-Orient, mais aussi dans nos démocraties occidentales».

D'un côté, certaines théologies musulmanes, telles l'Iran ou l'Arabie Saoudite, font de la dénonciation du blasphème une arme contre l'Occident, présenté comme la civilisation de la décadence et du rejet de la sacralité. Cette position n'est pas nouvelle, et remonte à la *fatwa* lancée en février 1989 par l'ayatollah Khamenei contre Salman Rushdie, auteur des *Versets sataniques*. Elle trouve d'autres illustrations dans l'affaire des caricatures de Mahomet en 2006 au Danemark, dont la reproduction par *Charlie Hebdo* fera de ce dernier la cible des frères Kouachi. Elle n'est d'ailleurs pas propre au seul monde musulman : la Russie poutinienne la partage, qui a condamné les Pussy Riots pour avoir profané la cathédrale du Christ Sauveur de Moscou en 2012.

De l'autre côté, l'Occident revendique le droit au blasphème. La situation varie toutefois d'un pays à l'autre. Certains, tels la Grèce, l'Italie ou l'Angleterre, où l'Église a joué un rôle fondateur, punissent encore le blasphème au nom d'une vérité transcendante. La France va plus loin, qui a renoncé à toute condamnation du blasphème. La loi sur la presse de 1881 abolit le délit d'opinion et ne pose à la liberté d'expression qu'une seule limite, la diffamation personnelle, qui renvoie à l'atteinte à l'honneur du droit romain. Toutefois, dénonce Anastasia Colosimo, ce régime juridique a été altéré à partir de 1972 par la loi Pleven qui sanctionne la provocation à la haine, à la violence, à

la discrimination, la diffamation et l'injure envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion. Animée de louables intentions, cette législation a eu, selon l'auteur, des conséquences désastreuses. En faisant du « groupe » une victime potentielle, elle réintroduit masqué un délit de blasphème, les croyants pouvant se plaindre des atteintes portées à leur croyance, comme ce fut le cas lors du procès contre Michel Houellebecq en 2001 ou contre *Charlie Hebdo* en 2007.

Les Bûchers de la liberté a été écrit pour que sa publication coïncide avec le premier anniversaire de l'attentat contre *Charlie Hebdo*. Pari réussi pour un livre dont la presse a largement rendu compte. Sans doute présente-t-il l'intérêt d'aborder un sujet d'une brûlante actualité avec autant de neutralité qu'un traitement universitaire objectif permet de le garantir. Mais on ne peut manquer d'être gêné par le caractère hybride d'un travail à mi-chemin de l'enquête journalistique et de la recherche scientifique, réalisé par une jeune doctorante dont la thèse n'a pas encore été soutenue.

Yves Gounin

L'ORDRE ET LE MONDE. CRITIQUE DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE

Juan Branco

Paris, Fayard, 2016, 256 pages

La création par le Statut de Rome du 17 juillet 1998 de la Cour pénale internationale (CPI) avait suscité bien des espoirs. Après tant d'années sinon de siècles marqués du sceau de l'impunité, la justice allait enfin punir les auteurs

des crimes les plus graves : génocide, crime contre l'humanité, crime de guerre, crime d'agression. Sans doute l'histoire avait-elle déjà connu des tribunaux internationaux temporaires. Le plus célèbre fut le Tribunal de Nuremberg, chargé de juger les principaux responsables du III^e Reich. Après la guerre froide furent créés les tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie en 1993 et pour le Rwanda en 1994. Mais outre que leurs compétences étaient limitées dans l'espace et dans le temps, pesait sur ces tribunaux temporaires le soupçon d'instruire une « justice des vainqueurs »¹. La création d'une juridiction permanente et universelle était censée garantir le respect des droits de l'homme et, par son existence même, en dissuader la violation.

Près de 15 ans après l'installation de la CPI à La Haye, le bilan de l'action n'est pas à la hauteur des espérances qu'elle avait fait naître. Juan Branco pointe quatre défauts. Le premier : le faible nombre de jugements prononcés. En tout, 26 personnes ont été inculpées, 17 mandats d'arrêt ont été délivrés ; 6 personnes sont actuellement détenues. Le deuxième : l'interminable bataille de procédure à laquelle le bureau de la procureur et les avocats de la défense se livrent, qui ralentit les débats et les vide de leur substance, au risque de donner du travail effectué par la Cour l'image d'une procédure déshumanisée, sourde et aveugle aux souffrances des victimes. Le troisième : la totalité des huit enquêtes ouvertes l'ont été dans des pays africains, nourrissant la critique d'une justice néocoloniale voire raciste, et s'attirant en retour l'hostilité des États membres de l'Union africaine. Le quatrième : la

1. Pour reprendre le titre de l'ouvrage de D. Zolo, *La Justice des vainqueurs. De Nuremberg à Bagdad*, Arles, Actes Sud, 2009.

CPI s'est attaquée aux exécutés, pas aux instigateurs. Elle a ainsi jugé d'obscurs chefs de milices congolais. Sans doute a-t-elle émis en mars 2009 un mandat d'arrêt contre un chef d'État en exercice, le Soudanais Omar El-Béchir ; mais la crédibilité de la Cour a souffert de l'inexécution de ce mandat, qui fut mis au débit de son procureur Luis Moreno-Ocampo.

Si les arguments développés par l'auteur ne manquent pas de pertinence, la façon dont il les assène n'en suscite pas moins le malaise. Brillant chirurgien de l'élite intellectuelle française, Juan Branco est cultivé. Il le sait et le montre, frisant parfois, à force de citations de Heidegger ou de Godard, une cuistrie qui prête à sourire. Plus dérangentant : il tire l'essentiel de son livre du – court – passage qu'il a fait au Bureau du procureur de la CPI, puis au ministère français des Affaires étrangères. Faisant peu de cas du devoir de discrétion qui le lie, il aime raconter des anecdotes et s'y donne le beau rôle ; mais il porte sur les événements dont il prétend avoir été le témoin direct – tel l'entretien de Luis Moreno-Ocampo avec le président sénégalais Abdoulaye Wade – un jugement péremptoire qui fragilise, voire ridiculise, son propos. Si la valeur n'attend pas le nombre des années, la modestie, elle aussi, vaut à tous les âges.

Yves Gounin

LES FINANCES DE L'ONU OU LA CRISE PERMANENTE

Morgan Larhant
Paris, Presses de Sciences Po,
2016, 160 pages

Le financement des organisations internationales est un sujet aride et

pourtant central à la compréhension de leurs nature et fonctionnement. Les finances de l'ONU ne font pas exception, résultat à la fois d'une lente évolution du mode de fonctionnement de l'Organisation, de son état de fragilité chronique et de sa politisation.

Pour l'auteur, ce sont d'abord les grands principes budgétaires qui sont, à l'ONU, mis à mal. Le principe d'unité tout d'abord, puisque les finances de l'ONU se caractérisent par la pluralité des comptes : budget régulier (entre 2,5 et 3 milliards de dollars par an), des opérations de maintien de la paix (8,6 milliards de dollars en 2015), multitude de fonds et comptes spéciaux. L'annualité budgétaire n'est pas davantage respectée, avec un budget régulier biennal depuis 1973 et seulement quelques « poches » d'annualité, dont le budget des opérations de maintien de la paix, mais qui est lui décalé par rapport au budget régulier. En troisième lieu, le principe d'universalité – non-affectation d'une recette à une dépense et non-contraction – est affaibli par l'importance des contributions volontaires extrabudgétaires, lesquelles représentent 116 % du budget régulier, ce qui conduit à ce que l'auteur appelle une « féodalisation » des dépenses, chaque gestionnaire en venant à penser que « les ressources dont il a la charge lui appartiennent en propre et ne relèvent pas d'un ensemble universel ».

Mais la question budgétaire recouvre aussi, et sans surprise, une dimension politique. L'auteur fait pourtant à juste titre remarquer que ce ne peut être le montant – relativement modeste – des sommes en jeu qui explique la politisation des débats budgétaires. La Cinquième Commission, en charge des questions budgétaires, n'en est pas moins devenue le théâtre d'une

bipolarisation préjudiciable à l'efficacité de ses travaux. S'y opposent d'un côté le G77, dont l'auteur souligne la «rhétorique anti-colonialiste» et la vision «largement fantasmée de pays riches se mettant d'accord sur leur dos», et de l'autre les principaux contributeurs financiers, largement occidentaux. Cela s'est traduit par une série de crises à répétition, éclairant les grandes oppositions entre groupes d'États sur le fonctionnement de l'ONU et la répartition du pouvoir en son sein.

L'ouvrage se termine par un éclairage sur la nécessaire réforme, et propose quelques pistes de réflexion, autour notamment de la réduction de l'écart entre la répartition de la charge financière et celle du pouvoir décisionnel en matière budgétaire, ainsi que de la diversification des ressources – sans grande conviction semble-t-il.

L'ouvrage de Morgan Larhant est parfaitement structuré et informé, et sans doute indispensable à la compréhension de la question budgétaire onusienne. Il est certes quelque peu austère et malheureusement dépourvu de tableaux, graphiques qui, sur un tel sujet, auraient rendu plus aisée la présentation des différents budgets, dépenses et contributions des États membres. Mais plaisamment agrémenté, en exergue de chaque chapitre, de citations extraites de *L'Homme à la colombe* de Romain Gary, dont le cadre est le siège de l'ONU à New York. Entre autres : «Trente-deux étages, quatre-vingt-deux pays membres, trois mille neuf cent quatre-vingt-quatre employés, un budget de soixante et un millions de dollars... ça doit tout de même pouvoir servir à quelque chose !»

Thierry Tardy

QU'EST-CE QU'UNE BONNE REPRÉSENTATION ? L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL DE 1919 À NOS JOURS

Marieke Louis

Paris, Dalloz, 2016, 462 pages

La question posée par l'auteur dans ce travail de thèse a jusque-là très peu été soulevée dans le contexte des organisations internationales : qu'est-ce qu'une bonne représentation au sein des instances politiques, et administratives dans une moindre mesure ? L'étude de la représentation dans les organisations internationales s'étant souvent limitée aux discussions sur la représentativité *du* et *au sein* du Conseil de sécurité des Nations unies.

Marieke Louis répond à cette question à l'aide d'un cas que l'on pourrait qualifier d'idéal-typique : l'Organisation internationale du travail (OIT). Idéal car l'OIT est une organisation du système des Nations unies avec un mode de représentation unique. Elle fonctionne avec un système de représentation tripartite : siègent dans ses principaux organes des représentants des 187 États membres, des représentants des employeurs et des représentants des travailleurs.

La réponse de l'auteur à sa question de recherche est organisée de manière thématique. Dans une première partie, nous comprenons qu'une bonne représentation est une représentation fonctionnelle, évaluée au nom de son efficacité par rapport aux buts de l'organisation. Dans une deuxième partie, le critère démocratique est utilisé pour juger d'une «bonne» représentation. La discussion se développe en partant des marges du tripartisme et montre

comment les exclus du système mobilisent le registre démocratique pour critiquer la représentation. Dans une dernière partie, Marieke Louis conclut en montrant que la représentation est, en fait, une norme modulable, dont l'une des manifestations est la régionalisation progressive de la conception de représentativité.

Alors que le sujet a été largement traité pour le niveau national, cet ouvrage constitue donc un travail pionnier pour les études sur les organisations internationales. Son apport peut être repéré à trois niveaux. Premièrement, la recherche contribue à l'ouverture de la «boîte noire» des organisations internationales. Trop souvent étudiées comme des objets monolithiques, ces organisations sont complexes avec des logiques d'acteurs et des dynamiques propres. Deuxièmement, l'étude de la représentation à l'OIT permet de montrer que ces organisations internationales sont des systèmes ouverts (*open systems*), donc sujets à l'influence de leur environnement. Pour ne citer qu'un exemple, on voit bien comment la montée du communisme dans les années 1920, ou encore la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide ont structuré le débat sur la représentation des travailleurs au sein de l'organisation. Enfin, alors que les notions de démocratie et de représentativité sont souvent étudiées ensemble dans la littérature sur les organisations internationales (travaux sur la démocratie globale), représentativité et efficacité sont souvent opposées. Marieke Louis montre ici que le souci de représentativité peut se conjuguer au souci d'efficacité.

En plus de son apport théorique à la recherche sur les organisations internationales, la démarche empirique inductive utilisée par l'auteur est originale

et rend la lecture de l'ouvrage très vivante. Ce qui renforce l'impression d'évoluer à l'intérieur de ces organisations. L'usage du concept de «valeur pratique» permet à l'auteur de dépasser les travaux discursifs, et de donner de la matière à son travail par l'étude des usages et pratiques des acteurs dans l'organisation.

Fanny Badache

POUR EN FINIR AVEC *MEIN KAMPF*. ET COMBATTRE LA HAINE SUR INTERNET

David Alexandre, Philippe Coen et Jean-Marc Dreyfus
Lormont, Le bord de l'eau, 2016,
120 pages

Deux avocats – David Alexandre et Philippe Coen – s'associent à un historien – Jean-Marc Dreyfus – pour écrire un ouvrage court, original et fort intéressant. Les auteurs ont pris le parti d'étudier *Mein Kampf* non sous l'angle de son contenu mais des vicissitudes de sa circulation. La vie de ce «bréviaire de la haine», pour reprendre l'expression de Léon Poliakov, est fascinante. Écrit en détention par Adolf Hitler – emprisonné suite au «putsch de la brasserie» – *Mein Kampf* paraît en 1925. Lorsqu'Hitler accède au pouvoir, 230 000 exemplaires ont déjà été vendus mais le livre connaît par la suite un destin extraordinaire : 1,5 million de copies sont écoulées rien qu'en 1933 et, sur toute la période nazie, 12,5 millions d'exemplaires sont vendus en Allemagne seulement.

En 1934, *Mein Kampf* est publié en France par les Nouvelles Éditions Latines. Hitler – qui contrôlait toutes les traductions et n'hésitait pas à couper les pages susceptibles de déplaire

aux lecteurs de tel ou tel pays – s’est opposé à la traduction en français. La publication francophone a donc donné lieu à un procès pour violation du droit d’auteur, que l’éditeur allemand a remporté. L’ouvrage a néanmoins continué à circuler sous le manteau et 20 000 exemplaires auraient été vendus jusqu’à la déclaration de guerre.

Hitler est mort sans descendant. En 1948, un tribunal de Munich décida que le Land de Bavière « hériterait » des droits d’auteur et de son droit moral. Jusqu’au 1^{er} janvier 2016, date à laquelle *Mein Kampf* est tombé dans le domaine public, la Bavière pouvait théoriquement s’opposer à toute reproduction, dans n’importe quel pays. En pratique, la diffusion du livre d’Hitler s’est révélée incontrôlable. L’ouvrage est devenu un best-seller planétaire. Le pays où il connaît le plus grand succès est la Turquie : 30 000 exemplaires y ont été achetés en 2004. L’année suivante, une édition bon marché a été publiée et les ventes se sont envolées. En Asie, *Mein Kampf* a un écho particulier en Inde où « les mythes aryens [...] ont été recyclés par les nationalistes hindous ». Au Japon, une version manga du livre d’Hitler a été publiée en 2009 : 45 000 exemplaires ont été vendus rien que pour cette année.

Sur Internet – que les auteurs qualifient d’« eldorado de l’irresponsabilité » –, la version numérique de *Mein Kampf* est accessible en quelques clics dans de nombreuses langues. David Alexandre, Philippe Coen et Jean-Marc Dreyfus estiment qu’à l’heure du web, vouloir interdire la diffusion d’un ouvrage est une illusion. Aussi misent-ils sur la pédagogie : ils ont rédigé un avertissement destiné à figurer en tête de toute reproduction de *Mein Kampf*, dans lequel ils replacent ce livre dans son contexte et en appellent à la vigilance

des lecteurs. En outre, ils ont élargi leur démarche à la lutte contre tous les discours de haine, et ont lancé un label, *Respect Zone*, qui incite les internautes à modérer les contenus mis en ligne. Un label de ce type permettra-t-il d’en finir avec *Mein Kampf* et ses avatars modernes ? Il est permis d’en douter mais les bonnes intentions ne doivent pas être découragées.

Marc Hecker

ÉCONOMIE

LA FOLIE DES BANQUES CENTRALES

Patrick Artus et Marie-Paule Virard
Paris, Fayard, 2016, 168 pages

Patrick Artus et Marie-Paule Virard défendent ici deux idées principales. Tout d’abord, les politiques monétaires accommodantes menées actuellement créeraient des risques majeurs en menaçant la stabilité financière. Leur argument est assez proche sur ce point de ceux défendus par Claudio Borio, de la Banque des règlements internationaux. La deuxième idée, assez déconnectée de la première, est que l’environnement dans lequel les banques centrales agissent a évolué, et que cela implique de faire évoluer leur mandat en remettant en cause leur indépendance.

Mais d’abord la « folie » des banques centrales. Le jeu sur l’ambivalence du mot est habile, car est fou celui dont les actions ou les paroles ne peuvent faire sens. L’incompréhension vient soit de l’irrationalité de celui qui agit, soit de l’absence d’un cadre mobilisable par les témoins pour donner sens aux actions. L’opinion des auteurs est

que les banques centrales prennent des risques inconsidérés, du fait des primes de risques réduites par les cours élevés des obligations, de la « guerre » des monnaies, et des difficultés des stratégies d'exit. Cette liste a déjà été énumérée ailleurs ; surtout, elle ne débat pas de son contrefactuel qui consisterait en l'avènement d'un nouvel ordre économique en gestation.

Avec la crise des *subprimes*, le monde de la politique monétaire a radicalement changé. Dans ce nouveau contexte, la politique monétaire intègre les différences de liquidités entre actifs. En effet, le coût économique des crises causées par la peur du manque de liquidités est faramineux, et les banques centrales cherchent donc, tout comme pendant la première globalisation de la fin du XIX^e siècle, à limiter ce type de contagion à l'ensemble de l'économie. La conséquence est de retirer aux banques les profits d'arbitrage réalisés lors de la conversion des actifs obligataires moins liquides en moyens de paiement : dans ce nouveau monde, les dettes cotées sur le marché deviennent convertibles en monnaie sans coût et sans risque, et ont donc un comportement très différent des formes de capital plus risqué. Les banques centrales sont ainsi peut-être en train d'achever le rêve de Milton Friedman du *narrow banking*.

Reste à savoir si ce nouveau monde est porteur de plus de risques. Les équilibres de pouvoir ont basculé depuis les années 1970, ce qui pourrait permettre de soutenir un niveau de prix d'actifs plus élevé. Le marché du travail est plus flexible, et l'augmentation de la taille des entreprises leur donne un pouvoir de monopsonne dans la fixation des salaires. La hausse n'est peut-être pas une bulle, mais simplement le signe d'une inversion des rapports de pouvoirs et des moyens utilisés pour la soutenir.

Le livre aurait donc gagné à considérer pleinement les conséquences des changements structurels de l'économie sur la stratégie monétaire des banques centrales. Plutôt que d'établir une comparaison entre aujourd'hui et la situation d'il y a 40 ans, une approche plus prospective, éclairée par la théorie et l'histoire, aurait aidé à développer ses intuitions. Il nous faut en effet penser le nouveau monde, pour en comprendre les tenants et aboutissants. L'ouvrage ouvre quelques pistes dans ce sens, mais le registre de langage assez relâché – « le *quantitative easing* n'est pas ami (*sic*) avec la justice sociale » – n'aide pas toujours à la concentration et à la bonne compréhension des idées.

Vincent Bignon

L'ORDRE DE LA DETTE

Benjamin Lemoine

Paris, La Découverte, 2016,

308 pages

Benjamin Lemoine étudie l'évolution des modalités de gestion de la dette publique française et montre comment cette dernière a émergé comme un enjeu politique majeur dans les années 1990.

La première partie de l'ouvrage analyse la gestion de plus en plus dynamique de la dette publique. Le financement monétaire (*via* les collectes de fonds du Trésor et les prêts de la Banque de France) laisse place à un financement non monétaire (*via* l'émission d'obligations) à compter des années 1960, sous l'influence d'économistes et de hauts fonctionnaires libéraux. Suite aux relances de 1975 et 1981-1982, qui creusent les déficits budgétaires, un consensus technocratique se met en place pour définir de nouvelles modalités d'endettement.

À partir du milieu des années 1980, l'adjudication devient un mode d'émission privilégié. Les marchés obligataires sont développés et animés par un *pool* de banques (les Spécialistes en Valeurs du Trésor) qui achètent et revendent les titres d'État. Une dernière étape est franchie sous le gouvernement Jospin, lorsque le bureau A1, historiquement chargé de la trésorerie au ministère des Finances, est transformé en Agence France Trésor (AFT) pour éviter tout conflit d'intérêts entre politiques budgétaire et financière.

Dans la deuxième partie, l'auteur défend la thèse selon laquelle les États européens ont été assujettis aux règles européennes (tels les critères de convergence de Maastricht) et aux marchés financiers. Il passe en revue les différentes controverses qui ont fait de la hausse de la dette publique un débat national. La référence à une possible « guerre des générations », qui apparaît en 1991 sous la plume du Premier ministre Michel Rocard en préface du *Livre blanc sur les retraites*, légitime l'idée qu'une dette excessive pénalise les générations futures. L'argument sera régulièrement repris par les partisans de l'orthodoxie budgétaire. Le rapport Pébereau de 2006 insiste sur la nécessité d'ajouter les engagements en matière de retraites à la dette publique au sens strict. Durant la campagne présidentielle de 2007, les programmes des candidats sont chiffrés et la dépense publique est globalement mal perçue. Suite à la récession de 2008, le rapport de force se rééquilibre en faveur des keynésiens. Ceux-ci estiment qu'il faut retrancher les actifs financiers et immobiliers de la dette brute, et parler ainsi de dette nette. En conclusion, l'auteur regrette que les « engagements sociaux » de l'État à l'égard des citoyens aient une valeur juridique inférieure à celle des dettes financières.

Instructif, l'ouvrage présente plusieurs faiblesses. Il ignore la notion de prélèvements obligatoires. Or si la dette publique s'accroît inexorablement depuis les années 1980, c'est en partie parce que les gouvernements successifs ont fortement augmenté les impôts entre 1975 et 1985, et ne disposent plus dès lors que de faibles marges de manœuvre fiscales. Lemoine oublie de plus que ce sont les techniques modernes d'émission de dette qui financent l'État-providence depuis 30 ans. Les méthodes rudimentaires des années 1950-1970 auraient été excessivement coûteuses. En fait, l'efficacité de la gestion dynamique de la dette a surtout créé un aléa moral, en dissuadant les gouvernants de réformer l'État et de s'interroger sur la pertinence de certaines dépenses publiques. L'AFT est donc loin d'être « l'outil disciplinaire de pédagogie austéritaire » que décrit l'auteur. La complaisance des instances communautaires vis-à-vis des États violant le Pacte de stabilité et de croissance est aussi sous-estimée. Enfin, il n'y a aucune comparaison internationale : le Danemark et la Suède ont su contenir leur dette publique tout en préservant leur modèle social. La France, elle, est en train de perdre sur les deux tableaux.

Norbert Gaillard

INVESTMENT: A HISTORY

Norton Reamer et Jesse Downing
New York, Columbia Business
School Publishing, 2016, 436 pages

Plusieurs grandes synthèses de l'histoire financière du monde sont parues récemment : *A Concise History of International Finance* de Larry Neal (Cambridge, Cambridge University Press, 2015), *Money Changes Everything* de William Goetzmann (Princeton, Princeton

University Press, 2016). *Investment: A History* paraît s'apparenter à ces efforts de vulgarisation : il n'en est rien. Les auteurs de ce livre se sentent investis d'une bien plus noble tâche : « Un investisseur instruit gagne plus d'argent : notre mission est de produire des investisseurs plus instruits, donc plus prospères. » C'est donc là un véritable testament idéologique, celui que l'octogénaire Norton Reamer, l'un des protagonistes de l'essor de l'industrie des fonds de placement américains, entend dicter à l'aide de son jeune assistant.

Quels sont donc les secrets de cinq millénaires de finance ? Les auteurs énoncent quatre principes : toujours concevoir son propre portefeuille comme un investissement réel dans l'activité économique ; veiller à la valeur fondamentale des actifs ; maîtriser prudemment les effets de levier ; diversifier autant que possible. Au fond, rien de nouveau, comme M. Reamer l'avouait dans une interview au *New York Times*. Le vrai message de l'ouvrage est autre. Il s'agit de la thèse selon laquelle l'innovation financière récente aurait enfin ouvert à M. Toutle-monde l'accès au profit, jadis réservé aux classes dominantes. Cette prétendue « démocratisation de l'investissement », dont les fonds de placement seraient les plus grands héros, est pour les auteurs l'un des succès majeurs de la civilisation contemporaine.

Malheureusement, les bases sur lesquelles cette thèse s'appuie sont très fragiles. D'un côté, omissions et imprécisions historiques abondent. Pour n'en donner qu'un exemple : la banqueroute des Bardi et Peruzzi (les grands banquiers florentins du xiv^e siècle) suite au défaut du roi d'Angleterre y est présentée comme une illustration de l'insuffisante compréhension du principe de diversification par les investisseurs médiévaux,

alors que des historiens comme Edwin Hunt ont depuis longtemps prouvé la fausseté de cette reconstruction. D'un autre côté, le choix des auteurs de se focaliser exclusivement sur les facteurs de l'offre ouvre la voie à beaucoup d'interrogations. Et si la « démocratisation de l'investissement » n'était que le résultat mécanique de transformations structurelles exogènes au système financier, telles l'urbanisation des sociétés ou la réduction des inégalités ?

Malgré toutes ses limites (ou justement en vertu de ses limites), *Investment: A History* demeure intéressant, non comme source secondaire, mais plutôt en tant que source primaire. Ce qui est captivant dans ce livre n'est pas ce qu'il raconte sur son sujet, mais ce qu'il révèle de ses auteurs. Pourquoi l'industrie des fonds de placement sent-elle désormais l'exigence de se construire une autolégitimation, à ce point grandiloquente ? A-t-elle besoin de justifier son existence à ses propres yeux, à ceux de ses clients, ou bien à ceux de ses régulateurs ? Paru dans un contexte où les modèles de développement de cette puissante industrie paraissent désormais arrivés à épuisement, l'ouvrage de Reamer et Downing sera-t-il lu dans le futur comme un chant du cygne ?

Stefano Ugolini

LES COURTIERS DU CAPITALISME. MILIEUX D'AFFAIRES ET BUREAUCRATES À BRUXELLES

Sylvain Laurens

Marseille, Agone, 2015, 468 pages

Sylvain Laurens nous livre une analyse en profondeur des relations entretenues entre les représentants des

intérêts économiques patronaux et l'administration européenne.

Sa première partie plonge aux racines de l'entrelacement entre la bureaucratie européenne et les premières organisations patronales à taille européenne. C'est surtout l'organisation de la collecte et l'utilisation des savoirs statistiques et techniques des opérateurs économiques par l'administration communautaire pour les besoins des négociations du GATT qui favorisera leur regroupement à un niveau communautaire, tout en permettant à la Commission d'assouvir quelques ambitions diplomatiques.

L'auteur décrit ensuite le processus de professionnalisation de la représentation patronale, enclenché dans les années 1970 (deuxième partie). Face aux pouvoirs importants dévolus à la Commission par les États, anticiper et peser sur le travail normatif devient un enjeu de marché crucial pour les opérateurs, et nécessite un personnel permanent spécialisé de la représentation patronale. Ce qui aura deux conséquences : la mainmise des grandes entreprises sur la représentation patronale – elles peuvent seules assumer son coût – et l'apparition d'une myriade d'officines monnayant leur accès à l'administration européenne.

Dans la troisième partie de l'ouvrage, l'auteur observe, statistiques à l'appui, que les firmes qui investissent dans le lobbying sont surtout celles qui ont intérêt à exploiter et orienter les ressources juridiques ou financières européennes à leur profit. Ce lobbying peut prendre des formes plus ou moins visibles (ouverture de bureaux de représentation, fédérations patronales ou *think tanks*), rendant difficile la mesure de l'investissement des opérateurs dans la représentation patronale

européenne. L'enjeu est d'orienter le travail réglementaire de la Commission pour obtenir un cadre favorable à leur activité.

Dans une quatrième partie, l'auteur livre les résultats d'une enquête de terrain sur le travail quotidien du lobbyiste. Il décrit le positionnement complexe et fragile des lobbyistes par rapport aux opérateurs, et observe leur travail de médiation entre firmes concurrentes. Il montre également comment le savoir bureaucratique accumulé leur permet de compenser une position fragile et de s'imposer à leurs membres.

La sixième partie explore la stratégie de politisation des dossiers par les lobbyistes. Les discussions entre ceux-ci et l'administration européenne se sont historiquement déroulées dans des environnements peu exposés (la politisation d'un dossier apparaissant comme un recours ultime), la discrétion servant tant les opérateurs économiques que l'administration, soucieux de conserver la maîtrise des dossiers sur les politiques.

Les deux dernières parties décrivent et illustrent le déplacement de l'action du lobbying vers le champ scientifique. L'auteur montre comment la normalisation à travers les standards techniques et la science est devenue un des principaux champs d'action du lobbying, du fait de l'impact sur les marchés. L'enrôlement de la science au service des opérateurs prend alors des formes indirectes, comme la création d'instituts produisant un savoir à l'apparence objectivée.

Cet ouvrage, situé aux confins de la sociologie, du droit, de l'économie et de la science politique constitue un élément indispensable pour

comprendre en profondeur la dynamique du lobbying européen.

Jérôme Da Ros

SÉCURITÉ/STRATÉGIE

CARNAGE AND CONNECTIVITY. LANDMARKS IN THE DECLINE OF CONVENTIONAL MILITARY POWER

David Betz

Londres, Hurst, 2015, 264 pages

Dans cet essai, David Betz, enseignant au département de War Studies du King's College, analyse les effets de la mise en réseau et de la révolution des technologies sur la guerre.

L'auteur fait d'abord un rappel salutaire sur la nature de la guerre : phénomène avant tout humain, dans lequel la chance joue un rôle central, puisque les hommes n'ont pas un comportement totalement rationnel qui pourrait être modélisé par des formules mathématiques.

Pourtant, souligne David Betz, nombre d'analystes estiment que la victoire américaine lors de la guerre du Golfe (1990-1991) a été obtenue grâce aux technologies de pointe, et en particulier celles de l'information. La friction et le brouillard de la guerre pouvaient enfin être effacés. C'en était fini du « syndrome de la guerre du Vietnam ». L'institution militaire américaine fut alors convaincue que, même si cette guerre n'était pas une révolution militaire en soi, elle en indiquait clairement la voie. Entre 1991 et les conflits d'Irak et d'Afghanistan se développa une autre promesse. Non seulement

les technologies les plus avancées permettraient d'aboutir à la transparence du champ de bataille, mais elles dispenseraient aussi d'avoir recours à la masse, en particulier grâce aux armes de précision.

L'auteur analyse ensuite les conflits d'Irak et d'Afghanistan, qui viennent rappeler notamment que l'on ne peut pas participer à ce type de guerre sans un soutien et un engagement total de nos propres populations. Des efforts importants ont été faits dans le domaine de « l'influence » vers les populations locales, mais très peu a été fait pour élaborer un contre-discours à destination de nos propres populations. Il faudrait d'ailleurs pour cela avoir un message clair à faire passer.

Dans le même temps, les décideurs politiques ressentent de plus en plus – *via* la pression d'opinions publiques nourries par les médias – l'obligation de « faire quelque chose ». Les moyens d'agir sont pourtant limités, et très peu de pays ont la volonté de s'engager pleinement dans un conflit, tant du point de vue humain que matériel. Faire quelque chose pour répondre à l'exigence supposée de l'opinion mais à moindre coût, voilà ce qui conduit à la guerre « post-héroïque ».

Les effets du développement des technologies de l'information sont nombreux : augmentation du nombre d'acteurs stratégiques, capacité d'organisations violentes à se structurer, plus grande difficulté pour les États à conserver les secrets et, pour les démocraties libérales, à générer et soutenir un récit cohérent en appui de leurs opérations militaires. La connectivité offre des moyens jusque-là inconnus aux groupes non étatiques. Elle permet de libérer la créativité individuelle, mais peut aussi pousser vers le retour du

tribalisme. Certes les idées traversent le monde en quelques secondes, et produisent des réactions en quelques minutes dans des lieux très éloignés de leur origine, mais les moyens classiques de la violence restent efficaces.

Pour David Betz, Clausewitz avait raison d'écrire que la guerre reposait sur la chance, la raison et la passion. Avec la technologie, l'Occident a tenté d'éliminer la chance et la passion. Il a échoué sur ces deux points, mais est parvenu à « dynamiter la raison ». L'auteur nous offre ici un livre extrêmement riche où, page après page, la réflexion du lecteur est sollicitée tant sur la nature de la guerre que sur celle de nos sociétés.

Rémy Hémez

DARK TERRITORY. THE SECRET HISTORY OF CYBER WAR

Fred Kaplan

New York, Simon and Schuster, 2016, 352 pages

Le livre s'ouvre sur une scène étonnante : le 4 juin 1983, à Camp David, Ronald Reagan visionne *Wargames*, film où un adolescent parvient à hacker les ordinateurs du ministère de la Défense américain. Croyant jouer à un jeu vidéo, il est très près de provoquer la Troisième Guerre mondiale. Ce qu'il a vu interpelle le président et, lors d'une réunion à la Maison-Blanche la semaine qui suit, il questionne son chef d'état-major des armées : « Cela peut-il arriver ? Peut-on pénétrer nos réseaux les plus secrets ? » La réponse, inquiétante, tombe quelques jours plus tard : oui. Cette prise de conscience débouche sur une directive de sécurité

nationale qui marque les prémises de la prise en compte de la question de la cyber-sécurité aux États-Unis.

Le livre explore deux « territoires sombres ». Celui de la cyber-guerre, offensive et défensive, de ses précurseurs et de ses coups d'éclats. Celui de la bureaucratie et de la lutte de quelques hommes face à l'inertie administrative pour faire prendre en compte les problématiques cyber, et en particulier celle de la sécurité des réseaux.

Les succès de la lutte contre les systèmes de commandement irakiens pendant la guerre du Golfe en 1991 aiguisent l'intérêt des militaires pour les opérations de ce type. Plus tard, en 1999, pendant la guerre du Kosovo, les Américains parviennent à rendre partiellement inopérante la défense anti-aérienne serbe. Lors des guerres d'Irak et d'Afghanistan, l'utilisation du cyber dans les opérations décolle véritablement, en particulier dans le domaine du renseignement. Les Américains « franchissent le Rubicon » avec l'opération *Olympic Games* qui débute en 2006 et qui vise les centrifugeuses du réacteur nucléaire iranien de Natanz. Il s'agit de la première cyber-attaque lancée dans le but d'une destruction physique d'infrastructure. Elle pousse les Iraniens à créer leur propre unité de lutte informatique offensive, et à lancer une opération en représailles contre l'entreprise Aramco, laissant poindre le risque d'une escalade.

La problématique de la cyber-sécurité émerge réellement, quant à elle, au milieu des années 1990 avec la démocratisation d'internet. Les États-Unis sont de plus en plus connectés et dépendants des réseaux. La protection des entreprises devient une priorité afin d'éviter un « cyber Pearl Harbour », mais la prise de conscience

est difficile, dans le privé ou au sein de l'administration. Bien souvent, seul un choc permet une véritable réforme. Il sera triple. Tout d'abord, en 1997, a lieu l'exercice *Eligible Receiver*. Une équipe de la National Security Agency parvient à hacker l'ensemble des ordinateurs du département de la Défense en n'utilisant que des outils disponibles sur le marché. Ensuite, en février 1998, deux adolescents de San Francisco s'introduisent dans des ordinateurs de la Défense. Enfin, en mars de la même année, des intrusions multiples sont détectées sur les réseaux de la Défense et cette fois cela vient d'une puissance extérieure : la Russie.

À la fin de l'ouvrage, le cas de la cyber-attaque nord-coréenne contre Sony en 2014 permet à Fred Kaplan de réfléchir à deux questions devenues inévitables : à partir de quel niveau une cyber-attaque est-elle considérée comme un acte de guerre ? Comment dissuader une attaque dans le domaine cyber ?

Agréable à lire, *Dark Territory* est une plongée passionnante dans l'histoire de la cyber-guerre. On regrettera seulement le propos très américano-centré de l'auteur, qui ne satisfera pas les lecteurs désireux d'obtenir des informations détaillées sur les programmes cyber de pays comme la Chine ou la Russie.

Rémy Hémez

L'ARMÉE FRANÇAISE EN AFGHANISTAN. LE GÉNIE AU COMBAT 2001-2012

Christophe Lafaye
Paris, CNRS éditions, 2016,
502 pages

Dans ce travail d'histoire immédiate, dense et référencé, Christophe Lafaye,

chercheur associé à Sciences Po Aix, retrace de façon chronologique l'engagement militaire français en Afghanistan de 2001 à 2012. Avec un focus particulier sur l'action de l'arme du génie, sans que cela constitue l'exclusivité de son propos, qui se veut plus large. L'auteur démontre parfaitement que ce conflit a été un tournant majeur pour l'armée de Terre en général et l'arme du génie en particulier, avec le nécessaire retour des savoir-faire de contre-insurrection, et surtout l'adaptation progressive au combat de haute intensité.

Après avoir décrit en introduction le contexte afghan et celui de l'engagement occidental dans le pays, l'auteur distingue trois grandes périodes de l'implication militaire française en Afghanistan.

La première, de 2001 à 2007 ; « de la stabilisation à l'imposition de la paix » est d'abord marquée par une certaine « insouciance ». L'opération connaît un premier tournant en 2006-2007. Le contexte se tend avec le « retour des talibans ». Les Français prennent la responsabilité du camp de Warehouse à Kaboul, puis le commandement du *Regional Command Capital* (RCC). Surtout, au sommet de l'OTAN de Riga du 28-29 novembre 2006, le président Chirac annonce un renfort du contingent français et un assouplissement des règles d'engagement. La France entre vraiment dans une logique de guerre en Afghanistan.

La deuxième période va de juin 2008 à novembre 2009. Elle est marquée par l'adaptation des troupes françaises à la contre-insurrection. De nouveaux renforts sont envoyés par Nicolas Sarkozy, 3 400 Français servent alors en Afghanistan. Le 18 août 2008 a lieu l'embuscade d'Uzbin, au cours de

laquelle dix militaires français sont tués. Elle marque un véritable réveil, et pousse notamment à l'acheminement de nouveaux matériels comme des drones, et à l'amélioration de l'équipement individuel du soldat. Face à un contexte local évolutif, les *Task Force* déployées en Kapisa et en Surobi mènent des expérimentations tactiques que l'auteur décrit de façon très détaillée.

La dernière période, de 2009 à 2012, englobe à la fois le temps fort de la contre-insurrection et l'évolution vers le retrait des troupes françaises d'Afghanistan qui s'engage dès 2010 avec les annonces faites lors du sommet de l'OTAN de Lisbonne. C'est l'époque de la brigade Lafayette, créée en novembre 2009. L'auteur revient notamment sur les intenses débats sur l'efficacité des méthodes de contre-insurrection, et sur le difficile équilibre à trouver entre une approche centrée sur les populations et des actions cinétiques contre les insurgés. L'accumulation des pertes françaises pousse le président Sarkozy, en juillet 2011, à bousculer le calendrier de retrait. Petit à petit la préparation de ce dernier prend le dessus, mais il est une opération en soi qui nécessite de véritables prouesses tactiques et logistiques.

Christophe Lafaye nous propose un ouvrage de référence très utile pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire récente de l'armée française, mais aussi à son actualité tant l'Afghanistan l'a marquée. On regrettera seulement que l'engagement français ne soit pas mis davantage en perspective par rapport à la stratégie et aux opérations menées par l'OTAN dans ce pays.

Rémy Hémez

L'ULTIME CHAMP DE BATAILLE. COMBATTRE ET VAINCRE EN VILLE

Frédéric Chamaud et Pierre Santoni
Paris, Éditions Pierre de Taillac,
2016, 256 pages

Le colonel Pierre Santoni et le chef de bataillon Frédéric Chamaud ont servi au Centre d'entraînement en zone urbaine (CENZUB) de Sissone où ils ont approfondi leur expertise de la guerre en ville qu'ils partagent dans ce livre.

Depuis 2007, et pour la première fois de l'histoire, plus de 50 % de la population mondiale vit en ville. Les projections pour 2050 atteignent même 60 % à 70 %. Pourtant, pendant des siècles la zone urbaine a été évitée par les militaires. La ville était encerclée, soumise au siège, mais on ne s'y battait pas entre armées de même type. Ainsi, en Espagne au XIX^e siècle, ce sont des émeutiers qui vont provoquer l'armée française dans un combat en ville. La Première Guerre mondiale connaît quelques opérations en zone urbaine mais c'est la guerre d'Espagne (1936-1938) – et en particulier la bataille de Madrid (1936) – qui marque, selon les auteurs, le véritable début de la guerre en ville. Stalingrad est venue ensuite prendre la place de « mère de toutes les batailles » en zone urbaine.

Les auteurs démontrent bien que, contrairement à une idée reçue, la guerre en ville ne signifie pas la fin de la manœuvre. Au contraire, l'« effet égalisateur » de ce milieu impose bien souvent aux armées la redécouverte de la manœuvre classique, comme les Russes en ont fait l'expérience à Grozny (1995-2000). De grands types de manœuvres offensives et défensives possibles en ville sont décrits dans deux parties du livre. Ils sont chaque fois illustrés par un exemple historique, comme

le bouclage-ratissage dans la bataille d'Aix-la-Chapelle (1944).

La quatrième partie du livre est dédiée à la formation des soldats au combat dans ce milieu particulier. Ici, on sent bien l'expérience d'instructeurs des deux auteurs. Pour eux, cruciale est la question de la « micro-tactique » – par exemple comment un trinôme entre dans un bâtiment –, car *in fine* c'est elle qui peut mener à la victoire. Dans ce domaine, la simulation a un rôle clé à jouer. Les auteurs s'interrogent également sur la question des petits échelons de combat. Selon eux, il faudrait peut-être envisager de créer des unités plus réduites que les actuels sous-groupements tactiques interarmes de 160 hommes. Ils suggèrent aussi de les multiplier afin d'en rendre le commandement plus simple et d'accroître leur efficacité.

La question de la présence des civils en zone urbaine n'est pas oubliée, et occupe le cinquième chapitre. Y est abordée l'expérience de l'ex-Yougoslavie, mais surtout l'action de l'armée britannique en Irlande du Nord (1969-2007). Nombre d'aspects des opérations actuelles en zone urbaine ont leurs racines dans le conflit nord-irlandais : formation, préparation opérationnelle spécifique, procédés tactiques de la patrouille, etc.

La dernière partie de l'ouvrage dessine quelques perspectives quant aux technologies, et passe rapidement en revue des questions comme celles des robots, des transmissions, de l'effet de l'omniprésence des réseaux sur les combats, ou de la nécessité d'avoir des équipements spécifiquement conçus pour le combat urbain.

L'Ultime champ de bataille ne s'adresse pas seulement aux spécialistes. Il est

une excellente introduction aux problématiques du combat en ville, offre de nombreux enseignements tirés des opérations passées, et propose de multiples pistes de réflexion pour celles d'aujourd'hui et de demain.

Rémy Héméz

COMMENT PERDRE LA GUERRE CONTRE LE TERRORISME

François Heisbourg

Paris, Stock, 2016, 128 pages

François Heisbourg signe un essai d'une virulence inhabituelle. Réputé proche du Parti socialiste – il a fait partie du cabinet de Charles Hernu de 1981 à 1984 –, il sonne une charge retentissante contre François Hollande et Manuel Valls, accusés d'« incompétence » et de « médiocrité » dans leur gestion des attentats de 2015.

Le réquisitoire est construit en dix étapes, présentées comme dix règles d'or pour perdre la guerre contre le terrorisme. Le gouvernement aurait multiplié les erreurs – voire les fautes – ce qui, sauf changement de cap, conduirait notre pays à la défaite. Voici les dix reproches énoncés par le procureur Heisbourg : 1) les dirigeants politiques et les responsables de la sécurité n'ont pas su anticiper les attentats ; 2) les situations d'urgence ont été mal gérées ; 3) la communication opérationnelle a été défailante ; 4) les leçons des crises précédentes n'ont pas été retenues ; 5) la menace n'a pas été comprise ; 6) nos opérations militaires au Moyen-Orient sont inefficaces ; 7) le gouvernement joue sur les peurs et réagit de manière « hystérique » ; 8) les mesures annoncées par les dirigeants politiques divisent les Français ;

9) les principes fondamentaux de la République sont menacés par certaines décisions gouvernementales ; 10) la France agit au détriment de la construction de l'Europe de la sécurité.

Les mots les plus durs de François Heisbourg sont réservés au projet – désormais abandonné – d'intégration à la Constitution de la déchéance de la nationalité. L'auteur parle d'une mesure « atroce », qui nourrirait le « sentiment d'aliénation de nos compatriotes de culture arabe ou berbère », et aurait pour effet d'élargir « le vivier dans lequel Daech et d'autres mouvements djihadistes pourront puiser ». Il dénonce également certaines réformes annoncées qui risquent de conduire à un « état d'urgence permanent ».

Le spectre de l'histoire hante l'auteur. Ce dernier mentionne *L'Étrange défaite* de Marc Bloch (1940), et affirme que nous nous dirigeons vers une « défaite encore plus étrange », Daech étant loin d'avoir la puissance de feu de l'Allemagne nazie. Il évoque aussi la guerre d'Algérie et soutient que certaines mesures liberticides décidées par le gouvernement de Manuel Valls rappellent celles prises à l'époque de Guy Mollet.

Heisbourg consacre justement la dernière page de son essai à l'Algérie. Il imagine un scénario catastrophe « à la syrienne », qui conduirait ce pays à sombrer dans la violence. « Il faut penser dès maintenant aux mesures sociales, économiques et politiques permettant de limiter l'impact qu'aurait une telle crise » écrit l'auteur, mettant au défi les dirigeants politiques de redonner sens à la devise « Liberté, Égalité, Fraternité ». Et de conclure : « L'histoire jugera durement ceux qui choisiront de persister dans l'incompétence et le contresens. »

Si nombre de critiques de François Heisbourg font mouche, d'autres semblent outrancières ou peu convaincantes. Par exemple, il revient à plusieurs reprises sur le fait que le gouvernement aurait dû mettre en place une commission d'enquête comparable à celle créée aux États-Unis après le 11 septembre 2001. Il existe pourtant, en France, une commission d'enquête parlementaire « relative aux moyens mis en œuvre par l'État pour lutter contre le terrorisme ». Son rapport, franc et utile, a été publié en juillet 2016.

Marc Hecker

UN FURIEUX DÉSIR DE SACRIFICE. LE SURMUSULMAN

Fethi Benslama

Paris, Seuil, 2016, 160 pages

Il arrive fréquemment qu'après un attentat, les journalistes s'interrogent : l'auteur était-il un déséquilibré ou un terroriste ? Comment a-t-il pu se radicaliser en quelques semaines ? Pouvait-on présager de sa dangerosité ? Parmi les psychanalystes qui interviennent régulièrement dans les médias pour tenter de répondre à de telles questions se trouve Fethi Benslama. Ce professeur de psychopathologie à l'université Paris-Diderot signe un court essai intitulé *Un furieux désir de sacrifice. Le surmusulman*, qui vise à fournir quelques clés de compréhension du phénomène djihadiste.

Benslama estime que l'approche psychologique des phénomènes de radicalisation n'a été prise en compte que tardivement. Il en attribue la faute au psychiatre et sociologue Marc Sageman, dont les travaux auraient engendré « une forme de négationnisme de la vie

psychique dans les processus d'engagement extrémiste». Cette assertion est surprenante, des auteurs comme Bruce Bongar, Randy Borum, John Horgan ou Jerrold M. Post ayant consacré des ouvrages entiers aux ressorts psychologiques du passage à l'acte terroriste.

Ces «oubliés» bibliographiques ne sont toutefois pas gênants, dans la mesure où Fethi Benslama nourrit essentiellement sa réflexion de sa propre expérience de praticien, notamment en Seine-Saint-Denis. L'auteur élabore ainsi le concept de «surmusulman», qu'il définit ainsi : «J'appelle "surmusulman" la contrainte sous laquelle un musulman est amené à surenchérir sur le musulman qu'il est par la représentation d'un musulman qui doit être encore plus musulman.» Il ajoute : «Le surmusulman recherche une jouissance que l'on pourrait appeler "l'inceste homme-Dieu", lorsqu'un humain prétend être dans la confusion avec son créateur supposé au point de pouvoir agir en son nom.»

Pour Benslama, la figure du surmusulman n'aurait pas pu apparaître sans un terreau idéologique favorable, constitué par le développement de l'islamisme. L'auteur y consacre des développements stimulants. Il estime que définir l'islamisme comme «islam politique» est insuffisant car le mélange du religieux et du politique a été récurrent dans l'histoire du monde musulman. Il propose ainsi de caractériser le projet islamiste par la volonté de subordonner le «politique au religieux au point d'aspirer à l'y faire disparaître». Les islamistes ne chercheraient pas à politiser la religion mais viseraient l'absorption du politique par le religieux.

Les djihadistes ont poussé la logique islamiste à l'extrême et n'ont pas hésité à tordre certains concepts de l'islam traditionnel. Ils ont par exemple fait

évoluer la notion d'autosacrifice. Le martyr n'est plus uniquement celui qui prend le risque de mourir au combat mais celui qui cherche à se sacrifier en tuant un maximum d'ennemis. Les surmusulmans qui s'engagent dans des organisations djihadistes sont convaincus que la mort est l'ultime récompense. Parmi eux, on trouve de nombreux jeunes et des individus présentant des «failles identitaires», qui se voient comme les justiciers d'un monde musulman humilié.

En définitive, l'ouvrage de Fethi Benslama ouvre de nombreuses pistes de réflexion mais n'incite guère à l'optimisme : face à l'épidémie de radicalisation à laquelle nous faisons face, il n'existe pas de solution miracle. La psychanalyse peut aider mais elle ne saurait faire office de baguette magique.

Marc Hecker

AFRIQUE

DEMOCRACY IN AFRICA. SUCCESSES, FAILURES, AND THE STRUGGLE FOR POLITICAL REFORM

Nic Cheeseman

Cambridge, Cambridge University Press, 2016, 268 pages

En à peine plus de 200 pages, Nic Cheeseman traite de l'évolution de la démocratie en Afrique ces 80 dernières années, projet délicat, ambitieux et dense, agrémenté des principaux débats théoriques, de statistiques et de nombreux exemples finement choisis dans les pays anglophones, francophones, ou lusophones. Malgré la concision de l'ouvrage, l'auteur parvient à rendre

compte de la diversité et de la complexité des situations du continent.

Le thème de la démocratie en Afrique est envisagé dans une perspective historique afin de démontrer comme les expériences des années 1960, 1970 et 1980 ont façonné les systèmes politiques d'aujourd'hui. Rappelant certaines expériences précoloniales, sans les mythifier, l'auteur conteste la prétendue incompatibilité de l'Afrique avec la démocratie et propose un constat équilibré des succès et échecs de ces dernières décennies. Des expériences de démocratie ou des processus de démocratisation s'observent dans bon nombre de pays, mais il convient de reconnaître certains revers. Par ailleurs, les élections ont parfois encouragé la corruption et exacerbé les tensions. L'auteur invite ainsi à se prémunir d'une lecture téléologique de la démocratie en Afrique.

En parsemant l'argumentation d'exemples concrets, il éclaire les cas de chefs d'État qui auraient beaucoup à perdre en quittant le pouvoir, et qui sont donc prêts à faire basculer leur pays dans la violence, ou au contraire les cas de ceux qui ont su se plier aux règles de l'alternance démocratique. Des situations intermédiaires, par exemple la Tanzanie durant la période du parti unique, sont également relevées. Un élément important, que l'on observe à peu près partout et de plus en plus régulièrement, est sans doute l'appropriation par tous les acteurs du jeu politique, du vocabulaire de la démocratie. Ce vocabulaire commun reste une référence importante, y compris pour les régimes les plus autoritaires.

À travers cet ouvrage, Nic Cheeseman se confronte à certaines questions cruciales de l'étude des phénomènes politiques africains, notamment la notion

de démocratie importée, pour évaluer le rôle des acteurs internationaux qui tentent de promouvoir la démocratie sur le continent, ou encore la capacité des systèmes politiques à gérer ou exacerber la diversité ethnique. L'un des principaux arguments de cet ouvrage est que l'Afrique a souffert de systèmes politiques qui n'ont pas été conçus pour favoriser un pluralisme politique durable. Il identifie trois principaux obstacles à la démocratie, qui ont existé à des degrés divers sur le continent depuis les périodes des indépendances : l'importance des structures néopatrimoniales, la création d'un État centralisé ayant le monopole sur les opportunités économiques, et la difficulté pour les mouvements de libération nationale de se muer en partis de gouvernement. Ces éléments sont essentiels à la compréhension du contexte dans lequel la démocratie est apparue, s'est ancrée et continue d'évoluer sur le continent.

Les conclusions suggèrent que les trajectoires africaines sont susceptibles de prendre des directions diverses plutôt que de tendre vers une expérience commune. Il conviendra, pour les chercheurs africanistes, de confronter ce cadre théorique et historique solide à de nouvelles études de terrain pour identifier les évolutions en cours et à venir de la démocratie en Afrique.

Victor Magnani

LE MALI CONTEMPORAIN

Joseph Brunet-Jailly, Jacques Charmes et Doulaye Konaté
Éditions Tombouctou/IRD, 2014,
668 pages

Cette somme collective constitue une radioscopie sans concession d'un pays

fragile soumis à des transformations multiples et rapides. Les auteurs pointent la faillite d'un État inefficace, corrompu, qui ne semble pas au service des populations du pays, représentant un coût économique trop important et en franc décalage avec le niveau de richesse du pays : « Faut-il rappeler que le nombre des agents de l'État (fonctionnaires et conventionnaires) a été multiplié par 5 entre 1961 et 1987 et que, au milieu des années 1980, le salaire moyen des fonctionnaires maliens représentait 10 fois le produit national brut par tête du pays ? Faut-il se rappeler que les fonctionnaires maliens se plaignaient déjà, alors, du niveau de leurs rémunérations alors qu'à la même époque, le salaire moyen des fonctionnaires de l'administration centrale dans les pays d'Asie à faible revenu (Bangladesh, Pakistan, Laos, Sri-Lanka), pays comparables au Mali en termes de produit par tête, était environ de deux fois ce dernier ? »

La difficulté pour l'administration de délivrer des services, ou même d'arbitrer sereinement les confrontations d'intérêts entre citoyens et/ou entre groupes de citoyens, a fini de détourner les populations de cette instance. Pour beaucoup, l'existence de l'administration malienne n'a d'autre but que de nourrir ses agents.

La « démocratisation » malienne a rapidement peiné à concerner de nombreux segments de la société malienne autrement qu'à travers un clientélisme exacerbé. Le fonctionnement des institutions de l'État paraît généralement coupé de la vie concrète des citoyens, à l'image du Parlement, simple chambre d'enregistrement de l'exécutif, qui dépense, selon les auteurs, beaucoup plus d'énergie à désigner ses multiples bureaux et commissions qu'à s'occuper des problèmes des Maliens. Autre

facette de ce difficile fonctionnement de l'État, la mise en place jamais achevée de la décentralisation.

Mais l'ouvrage n'est pas seulement une charge contre l'État. De l'État jusqu'à la famille, en passant par les différents espaces de sociabilité : famille élargie, *grins*¹, communauté villageoise, communauté religieuse... il observe les transformations sociales à tous niveaux. La section concernant les cadets sociaux est importante pour saisir ces dynamiques sociales. Jeunes contestant l'autorité des aînés, et en particulier des pères qui n'ont plus, dans les espaces ruraux, les moyens économiques de maintenir cette autorité. Femmes qui combattent au quotidien pour arracher des parcelles d'autonomie (notamment le choix du mari). Jeunes qui, alors qu'ils désespèrent de la vie politique, s'engagent dans des processus de contestation locaux et micro-locaux.

Ce livre est certainement incontournable pour qui veut comprendre les dynamiques profondes de la société malienne contemporaine. Il fait cependant presque totalement l'impasse sur la partie nord du pays (pas seulement sa crise mais aussi ses populations), ce qui participe d'une symbolique quelque peu gênante.

Alain Antil

1. Le *grin* est un groupe de jeunes d'un même village ou même quartier, d'une même classe d'âge se réunissant régulièrement pour discuter de sujets politiques, de société ou de simples badinages. À l'origine, il réunissait les garçons ayant subi certains rites (circoncision surtout) au même moment ; ces groupes étaient censés renforcer la cohésion sociale. Aujourd'hui de nombreux *grins* sont mixtes, et on a aussi des *grins* regroupant uniquement des femmes, des hommes d'affaires, des retraités...

FRANÇAFRIQUE. OPÉRATIONS SECRÈTES ET AFFAIRES D'ÉTAT

Pascal Airault et Jean-Pierre Bat
Paris, Tallandier, 2016, 208 pages

Pascal Airault, avant de rejoindre *L'Opinion*, a longtemps travaillé pour *Jeune Afrique*, et connaît bien le continent et ses relations avec la France. Jean-Pierre Bat, historien, a publié un livre magnifique sur Foccart, longtemps cheville ouvrière de la Françafrique. Ensemble, ils consacrent une série d'articles de *L'Opinion*, devenus autant de chapitres du livre, à un moment historique de la Françafrique secrète.

Leur travail sur les sources, archives et entretiens, complété par la littérature, est systématique et impressionnant. Toutefois, comme tout travail historique, il comporte des trous : il reste parfois fondamentalement impossible de savoir ce que ne disent pas les sources. Par exemple : le chapitre sur Pierre Galopin (passé par le SDECE et numéro 2 du service de renseignement tchadien, le CER). Pour libérer l'archéologue française Françoise Claustre prise en otage par Habré au Tchad, Galopin a été lui-même fait prisonnier en 1974 par Habré. Était-il prisonnier volontaire ? Espérait-il influencer Habré ou diviser son mouvement ? Qui servait-il ? La France ? Tombalbaye (le président tchadien) ? Habré ? Il est condamné à mort un an plus tard. Les auteurs, pour ce chapitre comme pour les autres, réussissent un beau travail. Si l'on peut regretter que persistent les trous, on doit se réjouir qu'ils soient aussi peu nombreux.

Le livre permet de découvrir des histoires souvent largement inconnues. Et on relit avec passion celles qui semblaient mieux connues, pour

se rendre compte qu'en fait, non, on ne les connaissait pas vraiment – pas ainsi en tous cas. Qui se souvient que la DGSE avait permis la signature d'un accord entre le Sénégal et la Mauritanie en 1992 ? Ou que le docteur Outel Bono avait été assassiné à Paris en 1973, ou que Jean-Paul Ney s'était fait arrêter en 2007 par des gendarmes ivoiriens avec 14 heures de films sur la préparation d'un attentat ? Les chapitres les plus récents sont souvent aussi les plus attendus et les moins surprenants, peut-être parce que le temps n'a pas encore tamisé les événements.

Si ce livre fait un usage appréciable des détails empiriques, que nous dit-il sur la Françafrique ? Pascal Airault et Jean-Pierre Bat rappellent utilement que cette relation est d'abord une relation secrète, passant par des actions spéciales (assassinats, explosions d'hôtels, coups d'État, négociations secrètes), qui ne sont pas toutes le fait de la France, mais que savent aussi mobiliser en tant que de besoin certains de ses partenaires (notamment le Tchad) pour mettre Paris dans l'embarras et faire pression sur elle.

Aline Lebœuf

ARROGANT COMME UN FRANÇAIS EN AFRIQUE

Antoine Glaser
Paris, Fayard, 2016, 192 pages

Antoine Glaser étudie la relation entre la France et l'Afrique depuis des années, et a publié de nombreux ouvrages sur le sujet (dont *Africafrance*, passionnant). Que peut-il nous apprendre de plus sur ces relations complexes qui lient la France à ses anciennes colonies

et à certains de leurs voisins, qu'il n'ait déjà écrit ? On se laisse surprendre par la lecture de son livre. Antoine Glaser y impose une thèse simple : les Français sont arrogants et c'est pour cela que l'Afrique leur échappe ! Il le démontre chapitre après chapitre, étudiant des catégories professionnelles particulières : des politiques, militaires et diplomates aux missionnaires ou aux avocats... La problématique est pratique, mais elle lasse.

Car ce qui fait la valeur d'un « Glaser », c'est l'anecdote, les perles empiriques qui donnent accès à un monde souvent mal compris. Par exemple, la présidente centrafricaine Samba-Panza se rend avec ses gardes du corps rwandais à la réception du 14 juillet 2014 organisée par l'ambassade de France. Ses gardes sont priés de partir. Mais la présidente n'a plus de protection pour rentrer : c'est un VAB français qui la raccompagne chez elle. Derrière l'anecdote, la tension entre la France et le Rwanda transparait, mais aussi les difficultés d'affirmer une souveraineté centrafricaine, contrainte d'hésiter entre plusieurs protecteurs étrangers. L'histoire que raconte à Glaser Paul Antoine Bohoun Bouabré, ministre ivoirien de l'Économie et des Finances de 2000 à 2005, est aussi très représentative, à la fois de la vision par le gouvernement Gbagbo de la dépendance néocoloniale, mais aussi d'une certaine réalité ivoirienne. La pratique des conseillers « blancs » est tellement ancrée dans les représentations que lorsque Bohoun Bouabré représente son pays au Club de Paris, il doit patienter 15 minutes jusqu'à ce qu'on lui explique qu'on attend « ses conseillers français » pour lui donner la parole...

Au détour des pages, l'auteur campe des personnages qui incarnent cette relation spéciale entre la France et l'Afrique, comme l'avocat Jean-Paul Benoît, associé de Jean-Pierre Mignard lui-même ami proche de François Hollande. Si ces parcours individuels ne sont pas toujours représentatifs des corps professionnels auxquels ils appartiennent, ils ancrent l'analyse. Antoine Glaser met en perspective les relations franco-africaines dans une certaine longue durée. Il rappelle utilement que l'esprit du discours « l'Afrique aux Africains » ne date pas de Jospin mais de Mitterrand, qui en 1994 espérait créer une Force d'action rapide interafricaine de 1 500 hommes. On aurait cependant apprécié un tour d'horizon plus global : en restreignant la question des missionnaires catholiques aux Pères blancs, Antoine Glaser fait l'impasse sur d'autres confréries, comme la communauté de Saint-Jean, qui s'est largement enrichie par l'inclusion de frères et de pères venus d'Afrique, ou les jésuites dont l'un s'est initié aux pratiques des Ngangas camerounais.

Glaser souligne habilement que la Françafrique est avant tout constituée d'hommes ; pas toujours ceux qui sont dans la lumière, même s'ils ne sont pas tous dans l'ombre : professeurs, avocats, prêtres, hommes d'affaires, expatriés, conseillers... L'image de la France en Afrique passe aussi par l'image que donnent les Français, dans leur grande diversité, en Afrique. Ne pas savoir écouter ses partenaires africains, ne pas apprendre de leurs expériences et ne pas les traiter en égaux a un coût qui se paie très cher. C'est la place de la France au soleil africain qui est en jeu, pour aujourd'hui et pour demain.

Aline Lebœuf

AFRICA'S RETURN MIGRANTS. THE NEW DEVELOPERS?

Lisa Akesson et Maria Erikson Baaz
Londres, Zed Books, 2016,
192 pages

Dans un climat international marqué par une inflexion néolibérale des politiques migratoires, les migrants sont de plus en plus décrits comme potentiels «agents du développement», et les flux de retour considérés comme des stratégies *win-win-win* autant pour les pays récepteurs qu'émetteurs, ainsi que pour les acteurs eux-mêmes.

Au lieu de considérer ces expériences comme l'issue naturelle de tout processus mobilitaire et d'en saluer la portée nécessairement positive au nom des compétences forgées à l'étranger, cet ouvrage se veut une critique circonstanciée de «l'histoire dorée du retour». Comme le soulignent les deux coordinatrices, cette «histoire dorée» est problématique pour moult raisons : d'abord parce qu'elle ne prend pas en compte les contraintes structurelles au niveau des sociétés d'origine ; ensuite parce qu'elle donne pour acquis que la migration produit des capitaux universels et applicables dans n'importe quel champ social ; *in fine* parce qu'elle fait du désir de contribuer au développement de son pays un principe de base.

En présentant les résultats de recherches empiriques menées auprès des migrants de retour dans plusieurs États d'Afrique, dont la moitié en situation post-confliktuelle (République démocratique du Congo, Somalie, Ghana, Sénégal, Burundi, Sud-Soudan, Cap-Vert), le livre déconstruit ces évidences et s'attache à étudier les défis, opportunités et contraintes que les «agents du développement» rencontrent une fois rentrés chez eux.

Sans nier l'apport positif de ce type de déplacements, ici appréhendés plus comme des circulations transnationales que comme des réinstallations définitives, les auteurs en explorent les logiques et les cadres structuraux dans une approche théorique homogène.

Les notions de «capital» et de «champ social» proposées par P. Bourdieu et reprises par R. Putnam (liens qui unissent *vs.* liens qui relient) et M. Granovetter (liens faibles *vs.* liens forts), fournissent une cohérence épistémologique à l'ensemble des sept textes, qui s'accordent à montrer que le capital social développé en migration ne suffit pas à lui seul à expliquer la réussite du retour. Celle-ci tient plutôt à la capacité qu'ont les individus à adapter les capitaux rapatriés d'Europe ou d'ailleurs au contexte local, à en acquérir des nouveaux sur place, et à construire des liens efficaces en dehors de leurs cercles familiaux.

Au fil des chapitres se dégagent également des éléments communs sur les acteurs, les facteurs et les types d'investissement. Les différentes ethnographies soulignent en effet que la majorité des retours relèvent d'initiatives spontanées, et ne s'inscrivent pas dans des dispositifs gouvernementaux. À l'exception des réalités observées au Soudan et au Cap-Vert, où la place des femmes est importante, ils concernent davantage des hommes qualifiés, célibataires géographiques, régularisés dans les pays d'immigration dont les difficultés rencontrées sont semblables : méfiance de la population locale, pression des proches à les prendre en charge, corruption et instabilité du système socio-politique.

Par sa richesse empirique, le livre, dont on peut regretter qu'il n'ait inclus aucun pays d'Afrique du Nord, est

une contribution majeure à la compréhension des ambivalences qui accompagnent les phénomènes de retour et les écueils des stratégies de développement local.

Giulia Fabbiano

ALGERIA MODERN. FROM OPACITY TO COMPLEXITY

Luis Martinez et Rasmus Alenius Boserup (dir.)
London, Hurst, 2016, 176 pages

Si les ouvrages sur l'histoire de l'Algérie, notamment la guerre d'indépendance, sont nombreux, la bibliographie de langue française n'est guère abondante sur la période contemporaine. Voici une analyse rénovée de la situation d'un pays qui entre dans une période sensible. Codirigé par Luis Martinez, du CERI, et Rasmus A. Boserup, du Danish Institute for International Studies, l'ouvrage réunit des contributions de sept spécialistes, qui font le point sur différents aspects de l'Algérie d'aujourd'hui, sa vie politique, l'influence de l'armée, le rôle de la société civile, la place des hydrocarbures et la menace sécuritaire.

La démarche est originale : les auteurs estiment, comme le sous-titre le laisse entendre, que les changements intervenus en particulier dans la société civile ne lèvent qu'en partie le voile de l'opacité, et que la situation du pays reste complexe et difficile à décrypter. Cette analyse est d'autant plus intéressante que l'Algérie aborde une période de transition, avec la fin du règne du président Bouteflika, en place depuis 17 ans et qui n'est manifestement plus en état de gouverner. Les auteurs proposent quelques clés pour comprendre

la situation présente mais aussi anticiper ce que pourrait être l'avenir d'un pays qui, après la décennie noire des années 1990, a retrouvé une certaine stabilité, menacée cependant par la chute des prix du pétrole et la présence de groupes djihadistes encore actifs.

Les auteurs estiment que l'armée n'est plus le seul acteur de la vie politique en raison des transformations sociales et économiques importantes qui sont intervenues depuis l'indépendance. En effet, d'autres forces, qu'ils qualifient de « groupes d'intérêts », sont apparues, brisant le caractère monolithique du pouvoir. Le président Bouteflika et son entourage – le clan présidentiel – se sont affirmés, comme l'a montré le limogeage du patron des services de sécurité, le général Toufik Mediène. Mais d'autres acteurs ont également une réelle influence : les hommes d'affaires réunis au sein du Forum des chefs d'entreprises, le syndicat UGTA, les médias souvent très critiques, les associations de moudjahidines, la Sonatrach, État dans l'État. Le jeu politique en devient plus complexe, aboutissant à un « régime hybride » mêlant éléments d'autocratie et de démocratie.

La société civile, dans ses différentes composantes et notamment les jeunes, apparaît comme une force de contestation. Les partis islamistes modérés, soigneusement encadrés, essaient de s'intégrer au processus politique. L'armée elle-même évolue : la vieille garde est marginalisée, une nouvelle génération arrive aux postes de commandement, des femmes accèdent à des niveaux de responsabilité. Par son importance numérique comme par son professionnalisme, l'armée reste la garante de la souveraineté et de la sécurité du pays.

Ce livre apporte donc un regard neuf sur une Algérie qui continue à faire face à nombre de défis et qui n'a pas encore normalisé ses relations avec l'ancienne puissance coloniale. Il identifie également les principaux acteurs du jeu politique, plus fluide et complexe qu'on ne le croit, même si en dernier ressort l'armée aura sans doute le dernier mot sur le choix du futur président. Un livre à lire pour comprendre l'Algérie d'aujourd'hui et de demain.

Denis Bauchard

WILL AFRICA FEED CHINA?

Deborah Brautigam
Oxford, Oxford University Press,
2016, 248 pages

Après le succès de son dernier livre *Dragon's Gift*, traitant de l'aide et des investissements chinois en Afrique, le nouvel ouvrage de Deborah Brautigam aborde la question de l'accaparement des terres par les Chinois en Afrique : un sujet marqué aussi par une grande actualité.

Comme dans son précédent ouvrage, l'auteur organise son propos en cherchant à déconstruire les contre-vérités sur le sujet véhiculées par les médias. Deborah Brautigam identifie ainsi quatre croyances (*beliefs*) contre lesquelles elle sonne la charge. Elle les résume ainsi au début de son ouvrage : 1) les Chinois ont acquis un grand nombre de terres arables en Afrique ; 2) cette stratégie est soutenue par le gouvernement chinois à travers des politiques d'aide à l'investissement et un engagement direct des entreprises d'État ; 3) la Chine cherche à produire en Afrique la nourriture nécessaire à son importante population ; 4) le gouvernement chinois a aidé un

grand nombre de paysans à s'installer en Afrique.

En déconstruisant ce qu'elle voit comme un discours médiatique sur les accaparements de terre chinois en Afrique, Brautigam dévoile une autre réalité, caractérisée par un petit nombre de projets agricoles de faible dimension sur le continent. Pour arriver à ce constat, elle s'appuie sur un important travail de recherche et de nombreux séjours sur place effectués par elle ou son équipe. Dès lors, nul doute que le principal intérêt de ce livre est à trouver dans l'excellente connaissance des exploitations agricoles chinoises en activité en Afrique. Dans plusieurs chapitres, l'auteur nous raconte l'épopée des investissements chinois dans l'agrobusiness en Afrique.

Un autre apport réside dans l'accent mis sur les projets qui n'ont jamais vu le jour, et qui sont souvent à l'origine des rumeurs sur les accaparements de terre par les entreprises chinoises en Afrique. On peut regretter toutefois que l'auteur n'approfondisse pas davantage sur ce sujet, puisqu'elle se limite souvent à souligner la complexité des négociations impliquant de nombreux acteurs africains. Il aurait par exemple été judicieux de faire un lien avec les nombreux travaux qui existent sur le foncier en Afrique. Malheureusement, ce livre n'aborde qu'à la marge les contextes politiques et sociaux africains, et se concentre essentiellement sur les acteurs chinois et leur internationalisation.

Pour l'auteur, la Chine, loin d'être une menace pour l'Afrique, est plus un modèle à suivre. Les investissements étrangers auraient permis d'accélérer la modernisation de l'agriculture chinoise, et donné au pays les armes pour son internationalisation.

D. Brautigam rappelle toutefois que les investissements étrangers dans l'agriculture ont eu lieu alors que certaines entreprises opéraient déjà à l'international, depuis les années 1960 dans le cadre de programmes d'aide, et surtout depuis les réformes concernant une poignée d'autres entreprises triées sur le volet.

Nul doute que ce livre, collant à une question d'actualité et richement illustré d'anecdotes récoltées dans différents pays d'Afrique, touchera un large public désireux de mieux comprendre le processus d'internationalisation de l'agriculture chinoise. L'universitaire reste, lui, un peu sur sa faim. Au-delà de la déconstruction de la menace chinoise pour l'Afrique, Deborah Brautigam ne propose pas grand-chose d'autre que le modèle chinois pour moderniser l'agriculture africaine.

Antoine Kernen

ÉTATS-UNIS

SUPERPOWER – THREE CHOICES FOR AMERICA'S ROLE IN THE WORLD

Ian Bremmer

Londres, Penguin Press, 2015,
240 pages

Alors qu'approchent les prochaines élections présidentielles américaines, nombreux sont les ouvrages qui entendent dresser un bilan de la politique étrangère américaine de ces dernières années et dégager quelques orientations d'avenir. L'originalité du livre de Ian Bremmer, essayiste influent et président de l'Eurasia Group, tient non pas tant à une thèse singulière qu'à

la volonté de l'auteur de faire prendre parti au lecteur.

Dès l'introduction, le lecteur est ainsi invité à répondre à un questionnaire portant sur les options fondamentales de la politique étrangère américaine. S'ensuit une présentation synthétique du contexte international ; sans surprise, l'accent est mis par Bremmer sur les incertitudes entourant l'émergence de la Chine, le regain d'agressivité de la Russie, la faiblesse stratégique de l'Union européenne et les violentes secousses qui traversent le Moyen-Orient. Puis vient une critique sans concession de la politique étrangère menée depuis la fin de la guerre froide, particulièrement par Barack Obama dont Bremmer ne cesse de déplorer ce qu'il qualifie d'absence de stratégie.

S'ouvre alors le cœur de l'ouvrage, avec trois chapitres correspondant, pour Bremmer, à autant de cours possibles pour la future politique américaine. Le premier – *Indispensable America* – repose sur la conviction que les États-Unis demeurent une nation exceptionnelle appelée à imposer son *leadership* sur la scène internationale et à promouvoir ses valeurs, le cas échéant en recourant à la force armée. Le deuxième – *Moneyball America* – serait une politique étrangère calculatrice, fondée sur la poursuite des intérêts américains et débarrassée de toute prétention à exporter des valeurs telles que la démocratie ou les droits de l'homme. Le troisième – *Independent America* – renvoie à l'idée que les États-Unis ne pourront restaurer un quelconque *leadership* sur la scène internationale sans redevenir un exemple, ce qui suppose de reconstruire la puissance américaine de l'intérieur avant s'aventurer à nouveau au-dehors.

Le principal mérite de l'ouvrage tient à ce que Bremmer défend vivement

chacun de ces trois points de vue, avant de dire sa préférence pour l'option *Independent America*, au terme d'une analyse sans concession, notamment à propos de la politique de Barack Obama face aux crises syrienne et ukrainienne. La présentation des options a enfin le mérite de structurer le débat de politique étrangère qui pourrait prendre de l'ampleur à l'approche des élections de novembre prochain.

Le lecteur peut toutefois regretter que le propos soit, en définitive, convenu, et reprenne des thèses défendues par d'autres auteurs ces dernières années. L'option *Independent America* rappelle la thèse défendue par R. Haas dans *Foreign Policy Begins at Home* (Basic Books, 2014), tandis que l'analyse de la moindre puissance relative des États-Unis fait directement écho aux analyses de J. Nye, notamment dans son dernier essai (*Is the American Century Over?*, Cambridge, Polity Press, 2015). Quant à la critique de la politique d'Obama, elle peine à convaincre tant elle écarte d'un revers de main des orientations fondamentales qui, à défaut d'une stratégie formalisée, ne manquent pas de cohérence : « pivot » vers l'Asie, recours accru à des modes d'intervention discrets, retrait des principaux théâtres d'opérations sur lesquels s'était engagé son prédécesseur.

Tristan Aureau

NICHOLAS JOHN SPYKMAN, L'INVENTION DE LA GÉOPOLITIQUE AMÉRICAINE

Olivier Zajec

Paris, Presses universitaires Paris-Sorbonne, 2016, 604 pages

Le livre d'Olivier Zajec sur Nicholas John Spykman est amené à occuper une place de choix dans le champ de

la géopolitique et même des relations internationales. Cet ouvrage traite d'un auteur aussi souvent cité que méconnu. Il n'existait jusqu'à ce jour aucune biographie, même aux États-Unis, le concernant. Olivier Zajec comble cette lacune en offrant, au-delà d'une simple biographie, une analyse approfondie de l'œuvre de Spykman. Cet ouvrage impressionnant est tiré d'une thèse de doctorat dirigée par Olivier Forcade, qui signe une belle introduction. Les archives privées de Spykman auxquelles l'auteur a eu accès confèrent à son travail un caractère inédit.

Originaire des Pays-Bas, Spykman est d'abord journaliste et explore le Proche-Orient puis l'Asie. Il émigre par la suite aux États-Unis, et y achève des études supérieures de sociologie, avec une thèse remarquable sur le sociologue allemand Georg Simmel (1923). Il évolue progressivement vers l'étude des relations internationales. Devenu enseignant à Yale, il y fonde, au milieu des années 1930, le premier département consacré à cette nouvelle discipline. Ses thèses sur l'apport de la géographie à la compréhension de la politique étrangère sont novatrices et percutantes : combattues avec véhémence pour leur apparente amoralité, elles préfigurent les grandes théories réalistes, et marquent une rupture avec l'idéalisme qui prévalait jusque-là. Elles ont influencé, dans une certaine mesure, le président Truman et sa doctrine de *containment*.

Les deux ouvrages majeurs de Spykman sont *America's Strategy in World Politics*, écrit à la veille de l'entrée en guerre des États-Unis et publié juste après, et *The Geography of the Peace* publié en 1944 soit un an après son décès. Les fondements de la puissance américaine et la corrélation entre la politique étrangère et la géographie

y sont analysés. C'est d'ailleurs dans l'un de ces ouvrages que Spykman énonce sa fameuse théorie géopolitique du *rimland* (territoire correspondant *grosso modo* à l'Eurasie) : « Qui contrôle le *rimland* gouverne l'Eurasie. Qui contrôle l'Eurasie, contrôle les destinées du monde. » Le danger pour les États-Unis est celui d'une unification des *rimlands* : « Géostratégiquement encerclés, [les États-Unis] se retrouveraient confrontés à un titan combinant force terrestre et maritime, capable de projeter sa puissance par-delà les océans Atlantique ou Pacifique. » Washington doit donc s'évertuer à combattre toutes les tentatives d'hégémonie sur ces territoires.

L'ouvrage d'Olivier Zajec, provocateur et stimulant, séduira à la fois les lecteurs intéressés par la problématique de l'émergence de la géopolitique et des relations internationales dans le champ académique, et ceux qui se passionnent pour l'histoire de la politique étrangère américaine.

Matthieu Chillaud

MOYEN-ORIENT

LE RETOUR DU CALIFAT

Mathieu Guidère

Paris, Gallimard, 2016, 176 pages

Le 29 juin 2014, Abou Bakr Al-Baghdadi, chef de l'État islamique, s'autoproclame calife sous le nom d'Ibrahim. Son prêche à la grande mosquée de Mossoul, en ce premier jour du mois de Ramadan, est relayé par les télévisions du monde entier. Pour Mathieu Guidère, cette mise en scène n'est pas

anodine : le prêche « rappelle les temps glorieux du califat islamique : tout n'est que symbole et mimétisme historique ». Cet ouvrage tente de décrypter une démarche qui peut sembler archaïque mais qui répond à « un horizon d'attente quasiment consensuelle au sein de la mouvance islamiste et djihadiste ».

En effet, ce livre rappelle l'histoire d'une institution qui, depuis 632 avec le premier calife – c'est-à-dire successeur du prophète – jusqu'en 1924, date de l'abolition du califat par Atatürk, a été un « symbole fort d'unité, de continuité et de légitimité de la communauté musulmane ». Au cours des siècles, cette institution a connu bien des turbulences. Symbole d'unité, elle n'a pas empêché l'éclatement de la communauté musulmane et l'existence à une même époque de plusieurs califes concurrents. De fait, les responsabilités réelles des différents califes ont évolué avec le temps. Le mythe veut que le calife apparaisse à la fois comme un chef spirituel, défenseur de l'islam face aux assauts étrangers, mais également comme un chef de guerre, détenteur du pouvoir. La réalité sera le plus souvent très différente.

Le pouvoir des califes sera vite contesté et l'institution connaîtra de multiples péripéties. Dès le x^e siècle, le calife de Bagdad se voit marginalisé dans les affaires spirituelles, sur le culte et les rites, autant que juridiques, celles qui relèvent du droit et de la jurisprudence. Il est également affaibli dans ses pouvoirs temporels par les vizirs, qui deviennent rapidement eux-mêmes faiseurs de calife. Dans le même temps, aux confins de l'empire abbasside, des dynasties autonomes créent de véritables États concurrents.

L'évolution ultérieure fait apparaître, tant en Orient qu'en Occident, des

califats caractérisés par des situations très variables. Malgré sa reprise par les Ottomans avec Soliman le Magnifique qui se veut l'héritier des califes abbassides, jusqu'à Abdulmecid II, l'institution connaîtra un déclin progressif. De fait, c'est une coquille vide qui est abolie en mars 1924. Il n'empêche que, notamment au Moyen-Orient, cette décision est ressentie comme un choc. Des religieux et des intellectuels réclament le rétablissement du califat. Des prétendants apparaissent, comme le chérif Hussein de La Mecque, ou le roi Farouk, mais leur ambition ne se concrétisera pas.

Ainsi l'initiative d'Abou Bakr Al-Baghdadi s'inscrit-elle dans une histoire qui parle aux musulmans. Ce projet est « plus enraciné qu'il n'en a l'air » estime l'auteur, qui fait valoir que le « califat islamique est en phase avec l'ère de la mondialisation ». Ce livre éclaire de façon pertinente la réalité d'aujourd'hui à la lumière de l'histoire du monde musulman.

Denis Bauchard

ISIS: A HISTORY

Fawaz Gerges
Princeton, Princeton University
Press, 2016, 384 pages

Le but du nouvel ouvrage de Fawaz Gerges, professeur à la London School of Economics, est ambitieux : offrir la première synthèse académique de la genèse et du développement de l'État islamique (EI). S'il existe déjà une abondante littérature sur le groupe, la monographie de Gerges entend dépasser l'analyse de circonstance pour resituer Daech dans l'histoire sociale et politique du Moyen-Orient moderne. Pour

ce faire, l'auteur, spécialiste des mouvements djihadistes, montre comment l'EI constitue plus le symptôme que l'origine des problèmes de la région.

Dans deux des premiers chapitres, l'auteur retrace la trajectoire biographique de Abou Musab Zarqawi et Abou Bakr Al-Baghdadi, et souligne que ces deux figures clés de l'histoire de Daech sont avant tout des produits de leur environnement social : l'Irak après l'invasion américaine de 2003. Dès les prémisses de Daech, Gerges souligne les différences tant idéologiques qu'opérationnelles entre ce mouvement et Al-Qaïda. Le chapitre consacré à la compétition entre l'EI et Al-Qaïda s'appuie sur de nombreux documents (discours, correspondances, vidéos), que l'auteur mobilise pour mieux souligner les divergences entre les cadres des deux mouvements. En bon politiste, Gerges veut aussi voir dans ces différences entre Daech et Al-Qaïda une opposition sociale entre le *leadership* éduqué et issu de la haute bourgeoisie arabe d'Al-Qaïda (Oussama Ben Laden, Ayman Zawahiri), et des leaders de Daech représentant la classe moyenne irakienne et syrienne, et venant souvent de milieux ruraux.

L'auteur prend également soin d'étudier le ralliement des ex-baasistes à Daech, et s'oppose à la thèse parfois défendue d'un EI contrôlé par les anciens caciques du régime de Saddam Hussein. Pour Gerges, les anciens baasistes reconvertis au djihadisme ne sont pas les hommes de l'ombre qui tirent les ficelles derrière un Al-Baghdadi qui ne serait qu'un chef de façade. Un tel raccourci analytique néglige d'expliquer comment la décennie qui sépare la chute de Saddam de la montée en puissance de l'EI a vu une islamisation et, surtout, une professionnalisation du champ politique irakien.

Mais l'idée la plus forte défendue par Gerges est que l'EI est avant tout un produit de l'échec de l'appareil d'État dans le monde arabe. À rebours de la vision commune d'une région constituée de régimes forts, Gerges affirme que la faiblesse des institutions politiques au Moyen-Orient, ainsi que l'autoritarisme dépourvu de contrat social en Syrie, en Irak, et ailleurs, ont constitué une terre fertile pour le djihadisme. En ce sens, la menace constituée aujourd'hui par Daech ne doit pas masquer les profonds dysfonctionnements des systèmes politiques arabes.

Le livre de Gerges offre une analyse fine et dense de l'histoire de l'EI. Il n'est probablement pas la somme académique qu'il ambitionne d'être : le lecteur y apprend par exemple peu de choses sur les conquêtes territoriales du groupe et sa stratégie militaire. De même, si le style de l'auteur est limpide, quelques redondances et paragraphes sans liens entre eux donnent à penser que le texte a été écrit dans l'urgence. En dépit de cette remarque, l'ouvrage est à ce jour une des meilleures entreprises académiques de déconstruction du phénomène Daech.

Jean-Loup Samaan

L'ÉTAT ISLAMIQUE EST UNE RÉVOLUTION

Scott Atran

Paris, Les Liens qui Libèrent, 2016, 156 pages

Cet ouvrage regroupe trois textes de natures différentes de Scott Atran, anthropologue franco-américain, directeur de recherche au CNRS et enseignant à l'université du Michigan. Le premier est un essai sur la nature de Daech. La thèse défendue a donné son titre au livre : *L'État islamique*

est une révolution. Prenant le contre-pied des travaux de Dounia Bouzar, Atran affirme que l'EI n'est pas une secte qui laverait le cerveau des âmes faibles. C'est, au contraire, un puissant mouvement politico-religieux dont les membres se perçoivent comme une avant-garde révolutionnaire. Ils sont soudés par une cause sacrée – la volonté de mettre en place un nouvel ordre moral –, pour laquelle ils sont prêts à se sacrifier. L'esprit de fraternité qui anime cette avant-garde est une force qui assure à Daech une résilience importante. L'EI compense la supériorité matérielle de ses adversaires par une motivation hors du commun.

Le deuxième texte est une mise en pratique de la thèse qui vient d'être exposée. Il s'agit d'une étude de terrain réalisée dans le nord de l'Irak au début de l'année 2016. Atran a assisté à la bataille de Kudilah. Il en fait une description tactique précise et cherche à en tirer des enseignements stratégiques. Cette bataille est présentée comme une sorte de test miniature permettant d'évaluer l'état des troupes avant une éventuelle tentative de reprise de la ville de Mossoul. Le résultat n'est guère concluant. En large infériorité numérique, les combattants de l'EI réussissent à tenir tête à un adversaire hétéroclite composé de membres de tribus arabes sunnites, de peshmergas, d'unités de l'armée irakienne, sans oublier le soutien aérien des Américains. Les combattants kurdes apparaissent comme très déterminés, mais ils ne sont vraisemblablement pas prêts à s'engager massivement au-delà des limites du Kurdistan. Quant aux tribus arabes sunnites, elles se révèlent faibles et déchirées. Atran constate : « Sous cette bataille contre l'EI affleuraient d'autres conflits peut-être plus inquiétants encore : ceux qui étaient internes à la coalition. On a vu ressortir

des querelles historiques, les ambitions rivales, des accusations de lâcheté, chacune des trois grandes forces (armée irakienne, peshmergas, tribus sunnites) ayant l'impression d'être trahie par les deux autres... » Il faudra attendre la fin mars 2016 – et le déploiement de plusieurs milliers de soldats irakiens épaulés par 200 *Marines* – pour que le village de Kudilah soit repris.

Enfin, le troisième texte est la retranscription d'une allocution de Scott Atran à l'Organisation des Nations unies. L'anthropologue y esquisse trois pistes pour éviter que les jeunes ne soient attirés par l'EI, décrit comme le « premier mouvement de contre-culture au monde ». Tout d'abord, il estime qu'il faut redonner « un sens à leur vie à travers la lutte, le sacrifice et la fraternité ». Ensuite, il suggère d'offrir à ces jeunes « une vision positive et personnelle, susceptible d'être concrétisée ». Enfin, il propose de mettre l'accent sur les initiatives locales, et donne l'exemple du projet *Seeds of Peace*, créé par deux adolescents au Pakistan et qui consiste à former de jeunes ambassadeurs de la paix. Le plus important, écrit Atran, « c'est le temps que des jeunes consacrent régulièrement à d'autres jeunes ».

Marc Hecker

ÉTAT ISLAMIQUE, LE FAIT ACCOMPLI

Wassim Nasr

Paris, Plon, 2016, 192 pages

Wassim Nasr est journaliste à *France 24*, et plus de 40 000 personnes suivent son compte personnel sur Twitter où il effectue depuis plusieurs années un travail de veille sur la mouvance djihadiste. Arabophone, il a noué de nombreux contacts avec des membres d'Al-Qaïda et de l'État islamique (EI).

Des dizaines d'ouvrages consacrés à l'EI ont été publiés depuis deux ans, dont certains ont fait l'objet de recensions dans *Politique étrangère*. Le livre de Nasr ne se détache pas de la masse. Il comprend néanmoins plusieurs chapitres intéressants.

Celui sur les clans sunnites retient particulièrement l'attention. Nasr estime que les réalités claniques (ou tribales) ont largement changé depuis 2007, année où l'armée américaine avait misé sur le « réveil » (*Sahwa*) des tribus sunnites pour stabiliser la province irakienne d'Al-Anbar. Il explique ainsi que les chefs de clans ne sont plus aussi respectés qu'auparavant, notamment par la jeunesse. En outre, leur positionnement peut fluctuer et les membres d'un même clan peuvent opportunément choisir de soutenir simultanément plusieurs parties au conflit. Pour illustrer son propos, l'auteur donne plusieurs exemples, comme celui du clan Bou Nimr « qui fournit un important contingent dans les rangs des djihadistes, alors que ses représentants officiels comme ses notables sont parmi les plus impliqués dans la défense des politiques et entreprises contre les djihadistes ».

L'EI intègre très bien le facteur clanique dans sa stratégie de conquête territoriale. Ainsi, lorsqu'une nouvelle zone est conquise, les membres du clan dominant sont associés à la gestion des affaires courantes. Et lorsqu'un différend divise une tribu, l'EI peut jouer les médiateurs, comme ce fut le cas dans la région de Deir ez-Zor pour le clan Oukaïdat. Nasr commente : « De cette manière, en transcendant le pouvoir historique des chefs de clan, l'EI s'impose comme nouveau pouvoir *de facto* et comme remplaçant des États qui avaient abandonné les populations de ces régions bien avant le début du soulèvement en Syrie. »

Un autre chapitre intéressant a trait aux Kurdes. Depuis l'été 2014, l'EI fait des efforts particuliers de propagande à leur adresse. La radio djihadiste *Al-Bayan* diffuse par exemple des programmes en langue kurde. Cette propagande n'est pas sans effet. Des combattants kurdes ont rejoint les rangs de l'EI, et certains d'entre eux y occupent des postes relativement importants. Nasr a notamment été en contact avec un émir kurde. Ce dernier explique qu'il a été victime de discriminations au sein de l'organisation djihadiste mais que les auteurs des faits ont été sanctionnés par la hiérarchie de l'EI.

Enfin, un autre aspect marquant de l'ouvrage de Wassim Nasr a trait au pragmatisme de l'EI, notamment dans la manière dont il « pardonne » à une partie de ses ennemis. Si cette organisation djihadiste est connue pour son extrême brutalité et ses massacres, elle sait aussi ménager certains adversaires. Elle organise des cérémonies de « repentance » dans les villes conquises. Les « repentis » ont la vie sauve, et peuvent choisir de rester neutres. Comme le rappelle l'auteur, un État islamique avait déjà été proclamé en Irak en 2006 mais il avait échoué faute de soutien populaire. L'EI, apprenant de ses erreurs passées, chercherait désormais à « gagner les cœurs et les esprits » des populations. C'est du moins ce qui ressort de ses vidéos de propagande.

Marc Hecker

ARABIE SAOUDITE, L'INCONTOURNABLE

Jacques-Jocelyn Paul
Paris, Riveneuve, 2016, 544 pages

Cet important ouvrage est une contribution intéressante, voire érudite, à la connaissance d'un pays dont la

vie politique reste d'une grande opacité pour l'observateur. Son auteur, Jacques-Jocelyn Paul, homme d'affaires résidant dans le pays depuis plusieurs décennies, donne un tableau qui marque une indéniable empathie à son égard, tout en conservant une certaine distance. Abondamment illustré, le livre s'accompagne de nombreux documents, cartes, photographies, arbres généalogiques, encarts qui rendent sa lecture agréable et éclairent certains aspects peu connus de son histoire et du mode de fonctionnement de la famille des Saoud.

Une large place est consacrée à l'histoire. L'auteur remonte à la période pré-islamique puis dessine l'histoire de l'Arabie Saoudite depuis l'époque du prophète jusqu'à nos jours, en évoquant « le pacte inaltérable » avec Abdel Wahad, et en décrivant l'action des souverains qui se sont succédé depuis Ibn Saoud jusqu'au roi Salman. Il insiste en particulier sur le tournant représenté par l'année 1979 qui a connu deux événements majeurs : l'attaque meurtrière de la grande mosquée de La Mecque par un commando mené par Juhayman Al-Otaibi, issu d'une grande tribu du Najd, et les attaques en légitimité de l'imam Khamenei à la suite de l'établissement de la République islamique d'Iran. Ces deux événements menèrent la famille Saoud à pratiquer une escalade fondamentaliste, tandis que les relations avec l'Iran, malgré quelques efforts de conciliation de part et d'autre, aboutissaient à un affrontement avec Téhéran, qui reste plus que jamais d'actualité.

Les chapitres relatifs à la vie politique intérieure, aux caractéristiques de la saoudité, et au mode de fonctionnement du régime familial présentent un grand intérêt. L'auteur décrit les « fondements d'une arabité ancestrale

et tribale» en resituant la famille des Saoud dans le dispositif tribal existant dans la péninsule arabique depuis le fond des âges. Il montre l'importance des racines tribales et le jeu des grandes familles saoudiennes. Il éclaire, à l'aide d'arbres généalogiques, le *who's who* de la famille des Saoud et de ses différents clans, entre lesquels se répartissent quelque 4 000 membres. Il rappelle le mode de succession, et souligne que le saut de génération est maintenant engagé. Malgré les défis auxquels le pays doit faire face, il estime que le régime est solide compte tenu de ses fondements tribaux et religieux.

Les défis extérieurs, à travers les champs de bataille sur lesquels l'Arabie s'affronte avec l'Iran, la Syrie, le Liban, le Yémen notamment, tout comme la façon dont l'Arabie Saoudite les affronte, auraient pu être plus développés. À l'évidence, la diplomatie du chéquier jusqu'à maintenant pratiquée et la promotion d'un islam unitariste – mot que l'auteur préfère à wahhabite – ne suffisent plus. La « doctrine Salman », née de la dégradation des relations avec les États-Unis, marque une rupture trop récente pour que l'auteur ait pu l'étudier. Il est trop tôt pour en apprécier la pertinence et l'efficacité. Il est vrai que l'Arabie Saoudite doit faire face à des défis sans précédent à un moment où ses ressources financières sont sérieusement affectées, depuis la chute du cours du pétrole, chute à laquelle elle a elle-même contribué.

Ce livre contribue à décrypter l'action d'un pays incontournable mais dont le mode de gouvernance et la politique intérieure et extérieure sont de plus en plus mal perçus dans les pays occidentaux.

Denis Bauchard

SAUDI ARABIA AND IRAN. POWER AND RIVALRY IN THE MIDDLE EAST

Simon Mabon

Londres, I. B. Tauris, 2016,
298 pages

Cette synthèse sur l'histoire des relations entre l'Iran et l'Arabie Saoudite s'appuie essentiellement sur des sources secondaires en anglais. L'utilisation des câbles diplomatiques de Wikileaks permet néanmoins à l'auteur de préciser notre connaissance sur la rivalité économique entre Riyad et Téhéran. Son argument : montrer que, même s'il existe des phénomènes transnationaux avant la Révolution islamique de 1978-1979 comme le pan-islamisme ou le pan-arabisme, depuis 37 ans le Moyen-Orient est le théâtre d'une compétition qui ne se limite plus au *hard power* des États, mais est déterminée par le *soft power*.

Cette importance de l'idéologie dans les relations irano-saoudiennes depuis 1979 s'explique par l'émergence d'un régime théocratique en Iran, et d'une opposition religieuse en Arabie Saoudite. Cette compétition religieuse s'accompagne d'ailleurs d'une rivalité géopolitique pour le contrôle du golfe Persique. S'appuyant sur les travaux de Fred Halliday, l'auteur explique comment la rivalité entre Persans et Arabes est le produit de la formation des États et de la montée du nationalisme à l'époque contemporaine, et non d'une stratégie impérialiste ou d'un millénaire ou atavique antagonisme. Mabon explique aussi que la rivalité économique entre les deux pays est fluctuante. Si l'Iran défend une stratégie de prix élevé du pétrole, si l'Arabie Saoudite agit d'abord pour défendre sa part de marché, il relève qu'en 1993 Riyad a accepté de baisser sa production dans le cadre de la politique pétrolière de l'OPEP.

Pour l'auteur, il est indispensable que les deux pays règlent leurs problèmes de sécurité internes pour ne plus se percevoir réciproquement comme une menace. En élargissant ainsi la définition de la sécurité régionale aux dynamiques internes aux deux États, il déconstruit le discours officiel des deux capitales, qui s'accusent d'interférences dans les affaires internes. Enfin, Simon Mabon reconnaît que la rivalité est antérieure à la Révolution islamique de 1978-1979, comme le démontre la question de Bahreïn.

Afin de dépasser ce qu'il est convenu d'appeler la guerre froide irano-saoudienne au Moyen-Orient depuis l'intervention américaine en Irak en 2003, l'auteur avance les recommandations suivantes : 1) la résolution des problèmes internes à l'Iran et à l'Arabie Saoudite ; 2) une plus grande acceptation et tolérance pour les différences doctrinales au sein de l'islam ; 3) une limitation du soutien aux intermédiaires

des deux États au Moyen-Orient ; 4) une remise en cause du rôle des États-Unis dans la région ; 5) un règlement de la question nucléaire iranienne.

Cet ouvrage retiendra l'attention des étudiants : il fait référence aux principaux ouvrages et articles parus en anglais sur la question. On regrettera l'absence de sources en persan, en arabe ou en français. Pour mieux comprendre les dynamiques internes à chacun des deux États, il est en effet indispensable d'analyser les sources primaires et le comportement des acteurs locaux qui contribuent à la construction de la rivalité irano-saoudienne. Autrement dit, si cette rivalité est aujourd'hui au centre de la géopolitique moyen-orientale, il reste à écrire une histoire des relations entre les deux pays déconstruisant les récits officiels promus par leurs dirigeants, en s'appuyant sur des sources primaires.

Clément Therme

Depuis le 1^{er} janvier 2016, politique étrangère a changé de diffuseur !



politique étrangère

Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier+numérique ou e-only

TARIFS 2016

► S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	80,00 €	100,00 €
	e-only	65,00 €	80,00 €
Institutions	papier + numérique	170,00 €	190,00 €
	e-only	130,00 €	150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	70,00 €	75,00 €
	e-only	50,00 €	55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	23,00 €
Numéro antérieur à 2014	20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

ARMAND COLIN - Service Clients - 5, rue Laromiguière - 75240 Paris Cedex 05, France
Tél. 0 820 065 095 - Fax. 01 40 46 49 93 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/____

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 065 095

Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement disponibles à cette adresse : <http://www.revues.armand-colin.com/cga>
Les informations collectées nous permettront de mieux servir votre commande et de vous informer sur nos produits et services. Conformément à la loi du 6 août 2004 (N° 2004-801) modifiant la loi française « Informatique et Libertés » de 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, vous pouvez nous adresser un courrier à Dunod - Service Ventes Directes - 5, rue Laromiguière - 75240 Paris Cedex 05, ou par mail à infos@dunod.com

